



DOSSIER
SPÉCIAL SANTÉ



CLINIQUE
MOBILE
125 000\$
OU RIEN

SOINS EN
FRANÇAIS
L'INTERPRÉTATION
N'EST PAS
CHOSE FACILE



HOSPITAUX
DES ÉTUDIANT.E.S
SE REMONTENT
LES MANCHES



DIABÈTE
APPRENDRE À
VIVRE AVEC LA
MALADIE

PETITE
ENFANCE
LES PROFES-
SIONNELS SONT
AU FRONT, LES
PARENTS AUSSI

► 2-10



«QUAND
LES POULES
AURONT DES
DENTS»

► 21

LE CARIBOU ESPÈCE ENDEMIQUE À SAUVER!

► 12-13



EDMONTON

ÉDUCATION
RACISME
LA PAROLE SE LIBÈRE
POUR LE MEILLEUR

► 14



RED DEER

FRANCOPHONIE
LGBTQ+
DES AÎNÉS MONTRENT
LE CHEMIN DE
LA LÉGITIMITÉ

► 18



EDMONTON

FRANCOPHONIE
HUMOUR
UN MICRO OUVERT,
UNE AUTRE VOIE POUR
S'EXPRIMER EN FRANÇAIS

► 24

LES OBSTACLES DES SERVICES DE SANTÉ EN FRANÇAIS EN MILIEU MINORITAIRE

Dans l'Ouest canadien, l'accès aux soins de santé en français est un défi. Si les lois provinciales n'obligent pas les ministères de la Santé de la Saskatchewan, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Yukon à offrir un service en français, le besoin, lui, est omniprésent. Face à l'adversité, les réseaux santé francophones ne se laissent pas abattre.



SPECIAL SANTÉ



FRANCOPHONIE

IJJ -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

*
GLOSSAIRE

ÉLOQUENT
Qui est capable
de convaincre



GABRIELLE
BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Selon Brian Conway, président du RésoSanté Colombie-Britannique, l'offre et la demande en matière de soins de santé constituent un grand enjeu en milieu minoritaire. Dans la province qu'il représente, il estime que de nombreux francophones ne savent même pas qu'il existe des services de santé dans leur langue maternelle.

En effet, d'après les données les plus récentes (2016) de Statistique Canada, seulement 0,8 % des professionnels de la santé parlent régulièrement français dans le cadre de leur pratique. Les francophones ont ainsi tendance à consulter des praticiens anglophones. «Mais s'il y avait des services en français très développés, très disponibles et bien identifiés, il y aurait beaucoup plus de personnes qui les utiliseraient», mentionne M. Conway.

On observe la même situation en Saskatchewan où il n'y avait aussi que 0,8% des professionnels de la santé qui utilisaient le français dans le cadre de leur travail en 2016 (Statistique Canada). Alors, pour obtenir des services de santé, «les francophones n'ont pas le choix que de se tourner vers les anglophones». C'est dans ces termes **éloquents** que Frédérique Baudemont, directrice générale du Réseau Santé en français de la Saskatchewan (RSFS), résume la situation.

Néanmoins, toujours selon les données de 2016 de Statistique Canada, 5,4% des travailleurs de la santé étaient tout de même capables de s'exprimer en français dans cette province. Malgré cela, ils pratiquent leur métier et vivent dans la langue de Shakespeare. Les trouver peut d'ailleurs relever d'un hasard comme le souligne Frédérique Baudemont. Ayant besoin de soins de

santé pour elle-même, cette dernière a rencontré un professionnel de la santé qui ne s'était pas exprimé en français depuis une quinzaine d'années.

LE DÉFI DES MILIEUX RURAUX

En Alberta, Paul Denis, directeur général du Réseau santé Alberta (RSA), indique que les professionnels de la santé francophones qui pratiquent dans les zones rurales n'ont pas ou peu de relève. «Plusieurs médecins prennent leur retraite» et très peu de jeunes viennent s'y installer, préférant les grands centres urbains.

Malgré tout, la difficulté d'offrir des services de santé en français est aussi présente dans les grandes villes. Entre 2015 et 2018, une clinique francophone a été ouverte à Calgary. Malheureusement, le projet s'est terminé abruptement en raison d'un personnel démissionnaire et d'une incapacité à recruter de nouveaux employés. De plus, son achalandage n'était pas suffisant et les difficultés financières sont apparues. Il est à noter que le financement de Santé Canada dont la clinique avait bénéficié au moment de son ouverture n'avait pas été renouvelé par la suite.

Du côté du Yukon, les difficultés ont aussi un caractère humain. Faute de n'avoir aucun programme de formation en soins de santé ou en médecine offert sur le territoire, le poste de la masse salariale est incompressible. Sandra Saint-Laurent, directrice du Partenariat communauté en santé, évoque de nombreuses difficultés à l'embauche. «Nous devons aller chercher de la main-d'œuvre bilingue à l'extérieur de la province, alors le recrutement est un enjeu.»

MAIN DANS LA MAIN

Les réseaux de santé de l'Ouest aident les membres des communautés francophones dans leurs recherches de soins de santé en français. Ils proposent tous sur leur site web un répertoire des professionnels francophones continuellement actualisé.

Brian Conway confirme que si les organismes de la santé en français de la Saskatchewan et



↑ Frédérique Baudemont, directrice générale du Réseau Santé en français de la Saskatchewan; Brian Conway, président de RésoSanté Colombie-Britannique; Sandra Saint-Laurent, directrice du Partenariat communauté en santé (Yukon); Paul Denis, directeur général du Réseau santé Alberta. Crédit : Courtoisie

de la Colombie-Britannique ne tenaient pas de répertoires, les professionnels francophones resteraient invisibles pour la majorité. Et ce, pour la simple et bonne raison que leur ministère de la Santé respectif ne les a toujours pas inscrits dans le répertoire provincial. Une situation qui semble néanmoins évoluer puisque les réseaux santé ont commencé à travailler de pair dans un objectif commun de visibilité des soins de santé en français.

Sandra Saint-Laurent, elle, mentionne que la collaboration entre les réseaux santé est une grande force puisque ceux-ci vivent des défis similaires. Dans l'adversité, «on est là pour échanger les meilleures pratiques et s'entraider quand c'est le temps de les mettre en œuvre pour mieux desservir notre communauté». ▲

Rencontre du Comité exécutif de l'ACFA · 19 janvier 2022, par visioconférence



POINTS SAILLANTS

Rapport de la présidente

La présidence et la direction générale poursuivent les rencontres en vue d'appuyer le Campus Saint-Jean, l'immigration francophone, la mise en œuvre de la Politique en matière de francophonie et la modernisation de la Loi sur les langues officielles, principalement. En ce sens, elles ont rencontré plusieurs élus au cours des dernières semaines, dont la mairesse de Calgary, Jyoti Gondek, le secrétaire parlementaire à la francophonie de l'Alberta, Dan Williams, le ministre du Travail et de l'Immigration de l'Alberta, Tyler Shandro, le secrétaire parlementaire des langues officielles, Marc G. Serré, et le député fédéral de Calgary Centre, Greg McLean.

Finances

Les administrateurs et administratrices ont reçu le rapport financier du 1er juillet 2021 au 30 novembre 2021.

ACFA régionale d'Edmonton

Le comité exécutif a reçu les documents demandés à l'ACFA régionale d'Edmonton, soit un plan de redressement, un budget 2022 et un plan d'encadrement, en vue de corriger sa situation financière. Des suivis seront effectués avec le CA régional afin de recevoir, notamment, des rapports financiers sur une base mensuelle afin de permettre à l'ACFA de suivre l'évolution de la situation et de l'adresser, au besoin.

Priorités 2022-2023 de l'ACFA

Le comité exécutif a effectué un retour sur les priorités 2022-2023 de l'ACFA et fourni certaines orientations à l'équipe pour la mise en œuvre de celles-ci.

Forum communautaire 2022

Afin de préparer la prochaine édition du Forum communautaire, le comité exécutif a adopté la composition du Comité des suivis. Celui-ci sera composé de :

- Anne-Marie Lizaire, administratrice du CA provincial de l'ACFA et présidente du Comité des suivis
- Josée Côté, directrice régionale, ACFA régionale Centralta
- Jean-Samuel Lampron, directeur régional, ACFA régionale de Red Deer
- Christine St-Laurent, directrice régionale, ACFA régionale de Bonnyville / Cold Lake
- Étienne Alary, directeur général, Conseil de développement économique de l'Alberta
- Céline Dumay, directrice générale, Fédération du sport francophone de l'Alberta
- Evelyne Kemajou, directrice générale, Portail de l'Immigrant Association
- Isabelle Laurin, directrice générale, ACFA
- Colin Champagne, gestionnaire – développement communautaire, ACFA

La prochaine rencontre du CA provincial de l'ACFA aura lieu les 2 et 5 mars 2022.
La prochaine rencontre du Comité exécutif est prévue le 23 mars 2022.

SECRÉTARIAT
PROVINCIAL
DE L'ACFA

La Cité francophone
8627 rue Marie-Anne-Gaboury
Pavillon II, Bureau 303
Edmonton, Alberta T6C 3N1

Tél.: 780 466-1680
Télec.: 780 826-1923
acfa@acfa.ab.ca
www.acfa.ab.ca



Suivez-nous : acfaab

VIVRE EN FRANÇAIS
EN ALBERTA !



↑ Crédit : CDC / Unsplash



LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET LES FORCES ARMÉES CANADIENNES ONT L'OBLIGATION DE RESPECTER LES CHAMPS DE COMPÉTENCE DES PROVINCES EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ AUPRÈS DES CIVILES»

Jules Bérubé

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

 **GLOSSAIRE**
EMBALLÉ
Être enthousiaste

UNE FUTURE CLINIQUE MOBILE RECHERCHE DU FINANCEMENT

Afin d'améliorer l'accès aux services de santé en français dans le nord de la ville d'Edmonton, le Centre de santé communautaire Saint-Thomas (CSCST) souhaite se doter d'une clinique mobile. L'équipement médical déjà mis à leur disposition, le personnel fin prêt, il ne leur manque plus qu'une camionnette ou plutôt 125 000\$ pour en faire l'acquisition.



SPÉCIAL SANTÉ



EDMONTON

FRANCOPHONIE



Le mandat du Centre de santé Saint-Thomas est de venir en aide à sa communauté», affirme Francesca Sebastian, la coordonnatrice du projet. Elle n'oublie d'ailleurs pas de rappeler que le centre de santé communautaire est la seule clinique médicale francophone d'Edmonton et qu'elle est localisée dans La Cité francophone, au sud de la ville.

Elle ajoute que parmi sa clientèle, 26% résident dans le nord-est de la capitale. Alors, pour leur assurer un accès plus facile aux soins de santé francophone, il est évident pour la coordonnatrice du projet «qu'on viendrait à eux» avec la clinique mobile.

Avec l'arrière de la camionnette transformée en salle d'examen, les médecins de famille, les infirmières ainsi que les travailleurs sociaux du CSCST pourraient se relayer afin d'offrir des services de santé primaire. Une occasion qui permettrait aussi d'alléger les autres cabinets médicaux et surtout d'offrir ces services en français tant recherchés.

Consciente de la grande demande, Mme Sebastian assure que si des patients anglophones en ont besoin, les professionnels seront aussi là pour eux. C'est d'ailleurs toutes les familles qui pourraient profiter de ces services si le projet se concrétise un jour.

Cette clinique mobile, elle la voit aussi comme un atout pour les écoles du Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) situées à Edmonton. Installée temporairement dans leur espace de stationnement, la clinique pourrait, sur le chemin de l'école, accueillir les parents et les enfants qui ont besoin de consulter un médecin. Les enseignants auraient aussi accès à un professionnel de la santé sur place pour obtenir des conseils ou de l'aide si un élève éprouve des difficultés.

DES DÉPLACEMENTS CONTRAINANTS

Pour Caroline Kuissu Nsili, le projet d'une clinique mobile l'**emballe**. «Ça serait idéal que j'aie une clinique près de chez moi.» Avec sa

famille, elle habite le nord d'Edmonton et elle doit fréquemment se rendre au CSCST pour son époux.

«C'est loin pour moi de conduire jusqu'à La Cité francophone.» En hiver, en raison des routes glissantes, elle prend entre 25 à 30 minutes pour s'y rendre. Avant la COVID-19, ils s'y rendaient quatre fois par mois. Aujourd'hui, avec les consultations en ligne, les rendez-vous médicaux en personne de son conjoint sont plus étalés dans le temps.

Une situation qui aujourd'hui concerne de nombreux patients, mais il est hors de question pour Caroline Kuissu Nsili de consulter un médecin anglophone même à proximité de chez elle. Son mari ne s'exprimant pas assez bien en anglais, il est pour lui plus rassurant d'échanger sur ses difficultés de santé dans sa langue maternelle.

Cela lui permet entre autres d'expliquer plus facilement comment il se sent et Caroline n'est pas obligée de faire l'interprète à chaque instant. «Le français est ma langue maternelle, alors je ne pouvais pas avoir mieux que d'avoir une clinique francophone dans un environnement anglophone», mentionne-t-elle avec enthousiasme.

UNE AIDE POUR LES FAMILLES MILITAIRES

L'idée initiale de ce projet vient de la collaboration étroite entre le CSCST et la base militaire d'Edmonton. Francesca Sebastian se rappelle que leur plan était d'ouvrir une clinique militaire à proximité de la base afin de répondre aux besoins des familles de tous les militaires qu'ils soient francophones ou anglophones. Car, encore aujourd'hui, les familles de militaires n'ont pas accès aux services de soins de santé offerts sur la base.

Jules Bérubé, qui était l'adjutant-chef de l'équipe de commandement du 1^{er} Groupe des Services de santé des Forces canadiennes à Edmonton du printemps 2019 jusqu'en août 2020 explique : «Le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes ont l'obligation de respecter les champs de compétence des provinces en matière de soins de santé auprès des civiles».

L'idée d'une clinique militaire tombe à l'eau «pour des raisons logistiques», relate Jules Bérubé. Elle s'est toutefois «métamorphosée en un projet de clinique mobile mis de l'avant par le Centre de



↑ Francesca Sebastian. «La clinique mobile va aider à répondre aux besoins des organismes francophones.» Caroline Kuissu Nsili veut que le projet de clinique mobile se réalise. Crédits : Courtoisie

santé Saint-Thomas». Celle-ci pourrait s'installer dans le stationnement du Centre de ressources des familles militaires de la garnison d'Edmonton ou dans celui du centre de conditionnement physique de la base.

Pour les familles nouvellement transférées en Alberta, cet accès à une clinique mobile pourrait leur apporter une précieuse aide. Car l'adjutant-chef le sait, «trouver un nouveau médecin de famille ou spécialiste peut parfois être un défi».

DES DIFFICULTÉS ASSOCIÉES À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Francesca Sebastian se rappelle que l'idée de la clinique mobile est survenue quelques jours avant la pause imposée par la crise sanitaire. Depuis, elle a fait une cinquantaine de demandes pour obtenir les fonds nécessaires. La plupart de ceux-ci ont été redistribués pour aider le milieu médical dans son combat contre la COVID-19 et particulièrement pour venir en aide aux itinérants.

Une alternative a bien été pensée, comme la location d'une salle dans une clinique anglophone. Malheureusement, les règles entre les différents centres de santé d'Edmonton sont trop divergentes et une telle solution n'est donc pas envisageable.

Alors que le financement est difficile à trouver, Francesca Sebastian continue à porter le projet de la clinique mobile. Elle affirme que les professionnels du Centre de santé communautaire Saint-Thomas veulent collaborer et rencontrer leur clientèle sur le terrain. ▲

«LE FRANÇAIS EST MA LANGUE MATERNELLE, ALORS JE NE POUVAIS PAS AVOIR MIEUX QUE D'AVOIR UNE CLINIQUE FRANCOPHONE DANS UN ENVIRONNEMENT ANGLOPHONE»

Kuissu Nsili



GABRIELLE
BEAUPRÉ
JOURNALISTE



Pour plus d'information sur les services de soins des personnes âgées et leur accès : Accessing Continuing Care - Alberta Health Services - <https://tinyurl.com/mrx54p2h>

dans lesquels ses parents pourraient vivre.

Dès qu'un lit devient disponible, c'est la personne qui se trouve en haut de la liste d'attente qui sera placée. Une situation qui aujourd'hui ne satisfait pas forcément les familles prises dans le dilemme de l'urgence et du premier choix désiré.

D'ailleurs, le Centre de santé Saint-Thomas (CSST), reconnu pour son offre de services en français à Edmonton, est fréquenté plus régulièrement par des anglophones que par des francophones en raison du nombre élevé d'ainés sur la liste d'attente.

Paul Denis rapporte que présentement, sur les 138 lits disponibles au CSST, seulement une douzaine de lits sont occupés par les francophones.

DES SERVICES D'INTERPRÉTATION PROPOSÉS

En dépit du manque d'employés francophones dans les résidences de soins de longues durées, Services de santé Alberta (AHS) propose des services d'interprétation. Ceux-ci sont offerts par téléphone, par visioconférence ou en personne.

Kristi Bland accentue que «dans tous les établissements [de la province], les patients et les membres de leur famille dont la maîtrise de l'anglais est limitée ou inexistante ou ayant des troubles de la parole, du langage et de l'audition ont le droit fondamental de comprendre pleinement les soins qu'ils reçoivent, d'y consentir et d'y participer».

Leur participation dans les conversations où la santé et le bien-être de la personne âgée sont abordés est un élément essentiel pour AHS afin d'assurer leur sécurité.

L'IMPORTANCE DU NON VERBAL

Cependant, le non verbal entre les préposés aux bénéficiaires et les personnes âgées reste un élément majeur. La médecin de famille Michelle Dion explique qu'il «aide à diminuer le stress de la personne âgée». De plus, l'attention du préposé à l'égard de l'ainé peut faire une grande différence.

Pour donner des soins dans la bienveillance, il faut que les préposés prennent le temps.

«En général, ils ont tendance à être plus doux et attentifs aux besoins du patient.» Toutefois, la médecin admet qu'il y en a aussi qui sont rudes. «Il y en a partout des gens qui n'auraient pas dû choisir leur profession.»

Françoise Sigur-Cloutier, dont sa mère se trouve actuellement dans une résidence de personnes âgées offrant des soins de longue durée, le confirme. Elle se souvient que les préposés avaient tendance à gagner du temps lorsqu'il mettait les souliers de sa mère.

«Pour ne pas lui défaire les lacets, il lui rentrait le soulier incorrectement dans son pied et ses orteils restaient coincés». Dès qu'elle s'en est rendu compte, elle a acheté à sa mère des souliers de type sandales pour éviter le problème.

Malgré le fait que les préposés ne soient pas capables de s'exprimer dans la langue de Molière, Mme Sigur-Cloutier apprécie qu'ils utilisent l'application *Google Translation* sur leur téléphone cellulaire pour essayer de parler à sa mère.

Par ailleurs, afin de permettre aisément un environnement de bienveillance dans un lieu où aucun préposé n'est capable de s'exprimer en français, la D^{re} Michelle Dion a peut-être une solution.

Selon la médecin, il faudrait assigner un préposé, si possible toujours le même, à un patient afin de développer une affinité avec lui. «Il pourrait le connaître et ainsi, le comprendre.» Avec le roulement de personnel, elle acquiesce que c'est un peu plus compliqué à faire. ▲

↑ Crédit : Visual Stories // Micheile / Unsplash

DES SOINS DE LONGUE DURÉE EN FRANÇAIS POUR NOS AINÉS, UNE UTOPIE?



↑ Françoise Sigur-Cloutier est proche aidante pour sa mère Marguerite. Crédit : Courtoisie

Afin de bénéficier de soins de longue durée ou d'un logement avec des services de soutien désignés, tout Albertain doit se faire évaluer par Services de santé Alberta (AHS). Par la suite, il est dirigé en fonction des places disponibles. Un processus qui ne prend pas en compte la langue maternelle.



SPÉCIAL SANTÉ

GLOSSAIRE

LACETS

Cordons étroits qu'on passe dans les ceillots d'une chaussure pour l'attacher

Paul Denis, directeur général du Réseau santé Alberta (RSA) et président de la communauté pour le Centre de santé Saint-Thomas, l'indique très clairement : la priorité numéro un de Services de santé Alberta (AHS) est de «dégager les lits d'hôpital».

Par exemple, «au cours des trois derniers mois, dans tous les hôpitaux de la province, il y a eu en moyenne 386 clients qui attendaient chaque jour d'être placés dans une résidence de soins continus», indique Kristi Bland, conseillère principale en communications de Services de santé Alberta (AHS), zone Edmonton.

Les personnes âgées doivent en moyenne attendre 32 jours avant d'être placées. Une décision qui, faute de place, ne revient pas complètement à la famille. Paul Denis explique que celle-ci doit choisir en ordre de priorité les établissements

Dans les établissements autonomes pour aînés francophones

Dans les villes rurales, les personnes âgées francophones n'ont pas accès à des résidences francophones puisqu'il n'y a pas d'offres de services. «Si les personnes âgées veulent rester proches de chez eux, ils n'ont pas le choix de déménager dans des accommodations pour aînés anglophones», souligne Natacha Plamondon, directrice de l'ACFA régionale de Plamondon.

Dans les centres urbains comme Edmonton, les personnes âgées ont la possibilité de déménager aux

Manoirs Saint-Thomas et Saint-Joachim. Ce sont des immeubles à appartements pour aînés autonomes. L'administrateur de la Société des Manoirs, Roch Labelle, souligne que les deux établissements sont «gérés par des francophones».

Au Manoir Saint-Thomas, la langue parlée est le français puisque tous ses résidents sont d'expression française. Quant au Manoir Saint-Joachim, en raison du nombre restreint de locataires franco-

phones, il accueille également des anglophones et allophones.

Cette situation est similaire à celle de la résidence des indépendants du Centre de santé Saint-Thomas qui accepte autant les francophones que les anglophones. Pour la résidente Yvette Tellier, avoir comme voisin de palier des anglophones ne la dérange pas puisqu'elle veut «vivre une vieillesse tranquille».

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



GABRIELLE
BEAUPRÉ
JOURNALISTE



EDMONTON

FRANCOPHONIE



SPÉCIAL SANTÉ

**La ligne
infosanté
de Services
de santé
Alberta (811)**

Accessible gratuitement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, la ligne info-santé 811 offre un service téléphonique de soins de santé et des services d'interprétation. Elle permet de «répondre à tous les Albertains souhaitant discuter de leurs problèmes de santé dans leur langue natale», souligne Kaya Ganeshamoorthy, la directrice du service d'interprétation et de traduction de Services de santé Alberta (AHS).

**IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO**
GLOSSAIRE
ONCOLOGUE

Spécialiste qui coordonne l'ensemble des soins d'un patient atteint de cancer

↑ Crédit : Jonathan Borba / Unsplash

L'INTERPRÉTATION DANS LE MILIEU MÉDICAL

Peu importe où il réside en Alberta, lorsqu'un francophone vit en français, il espère vivre aussi sa santé en français. Cependant, s'il a besoin de services de santé dans la province, il n'a pas nécessairement la possibilité de rencontrer un professionnel qui s'exprime dans sa langue maternelle. Il faut alors faire preuve d'ingéniosité.



« ON MET LE TÉLÉPHONE SUR HAUT-PARLEUR, ON APPELLE AU 811 ET ON PRÉCISE LA LANGUE DE L'INTERPRÉTATION »

Dr Durand-Moreau



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Dans sa pratique médicale, le Dr Quentin Durand-Moreau, spécialiste en médecine du travail et professeur adjoint au département de médecine préventive de l'Université de l'Alberta, explique que les patients ayant besoin d'interprètes viennent souvent avec les membres de leur famille.

Gisèle Lacroix se remémore que sa fille l'a accompagnée à ses rendez-vous médicaux lorsqu'elle avait le cancer, il y a quelques années. Dans la clinique de cancérologie où elle recevait ses traitements, elle a côtoyé des oncologues anglophones. Lorsqu'ils en discutaient avec elle, ces derniers employaient des termes médicaux qu'elle ne comprenait pas.

Pendant cette période, Gisèle Lacroix s'estimait chanceuse de continuer à consulter le médecin qui lui avait diagnostiqué sa maladie. Il lui servait aussi d'interprète puisqu'il était francophone. Elle pouvait entre autres se référer à lui pour savoir si elle avait bien compris les explications de l'oncologue. De plus, les deux praticiens communiquaient ensemble pour, entre autres, s'échanger les résultats.

Néanmoins, dans ces moments de stress et d'émotivité, elle a fait appel à sa fille pour lui servir d'interprète. Bien qu'elle ait eu son soutien lors de ses consultations, Gisèle Lacroix a trouvé

la situation stressante. «Un parent ne veut pas toujours partager des informations avec son enfant. À certains moments, je lui ai demandé d'attendre à l'extérieur.»

DISCUTER AU TÉLÉPHONE

Recourir à des membres de la famille comme interprète médical «n'est pas la bonne pratique puisque l'interprétation médicale est un vrai métier», précise le Dr Quentin Durand-Moreau. L'Alberta offre d'ailleurs un service d'interprétation médicale par le biais de la ligne 811.

Kaya Ganeshamoorthy, directrice du service d'interprétation et de traduction de Services de santé Alberta (AHS), confirme que ce sont des professionnels interprètes médicaux qui y travaillent.

Leur formation est «extrêmement rigoureuse et avancée dans le domaine médical. Ils ont notamment des mises en pratique dans différents contextes médicaux». Cependant, il a été impossible pour la rédaction de connaître le nom de ce programme puisque Mme Ganeshamoorthy n'a pas voulu s'avancer sur le sujet.

Lorsque les médecins l'utilisent dans leur cabinet de consultation, «on met le téléphone sur haut-parleur, on appelle au 811 et on précise la langue de l'interprétation», détaille le Dr Durand-Moreau.

Parfois, pendant cette consultation avec l'interprète, il y a des problèmes technologiques. «Ça coupe, on n'entend pas très bien et il faut répéter.» Parce que le patient ne peut pas avec qui il parle de sujets sensibles au téléphone, «cela

peut générer des problèmes de confiance de la part du patient».

PLUS SÉCURITAIRE MALGRÉ LES INTERFÉRENCES

Par contre, Kaya Ganeshamoorthy insiste sur le fait que l'usage du service d'interprétation de la province est plus sécuritaire. Faire appel à un membre de la famille ou à un ami «est une pratique qui est extrêmement commune, mais qui est extrêmement dangereuse».

Étant donné que le proche du patient n'est pas nécessairement un spécialiste du domaine médical, il peut omettre d'oublier d'interpréter des renseignements importants du professionnel de la santé. «Le patient prend le risque d'avoir des erreurs dans l'interprétation.»

Elle mentionne également que le proche peut décider de son plein gré de ne pas interpréter les informations données par le professionnel de la santé afin de ne pas affecter le patient.

Et il peut y avoir des problèmes de confidentialité. Rien ne garantit que le proche va garder les informations pour lui. Kaya Ganeshamoorthy affirme que les interprètes de la ligne 811 ne divulguent aucune information. Les conversations restent confidentielles et rien n'est enregistré.

Par ailleurs, si le patient francophone ne fait pas appel à un interprète lorsqu'il rencontre un médecin anglophone, les conséquences peuvent être désastreuses. Le Dr Quentin Durand Moreau explique que le médecin peut «manquer d'information et faire un mauvais diagnostic». Inversement, le patient peut ne pas bien comprendre le diagnostic, le niveau de la gravité, le traitement et ses directives. ▲

CHRONIQUE «SANTÉ»



↑ Crédit : Dose Juice / Unsplash

LE DIABÈTE, CE N'EST PAS DU GÂTEAU!

L'annonce d'un diagnostic de diabète résonne pour plusieurs patients comme un air de sanction. Certains vont croire qu'il en est fini des bonnes choses de la vie et notamment des plaisirs de la table. Et si je vous disais que tout est une question de modération et qu'un régime basé sur des choix alimentaires sains apporte aussi son lot de satisfaction.

Je répète souvent à mes patients qu'il faut désormais miser davantage sur la qualité et non la quantité et qu'il est utile de choisir «ses sucres». J'entends par là diminuer l'apport des sucres concentrés (dans les desserts, les plats préparés, les boissons gazeuses, etc.) et consommer davantage des sucres lents, à index glycémique bas, et des sucres naturels des fruits.

En début de traitement, les patients sont plutôt **conciliants** et avec raison, par crainte de complications liées au diabète. Malheureusement, bon nombre d'entre eux se laisseront glisser vers une douce négligence, prétextant qu'ils se sentent bien. Hélas, le grand mal est bien là. Le diabète est une affection chronique insidieuse qui s'infiltré et attaque les petits vaisseaux sanguins d'abord, puis ceux qui alimentent plusieurs organes et finalement les plus gros. Ainsi, lorsque les patients commencent à se porter moins bien, les dégâts sont déjà bien avancés.

Il existe plusieurs types de diabète, mais je me contenterai ici de disséquer sur le type 2. Il atteint une grande proportion d'individus à l'âge adulte, sédentaires et souffrant d'embonpoint. Remarquons que depuis ces dernières décennies, nous assistons à l'apparition de plus en plus de cas chez les enfants et les adolescents. Sa survenue s'explique par une prédisposition génétique et par une séquence d'évènements métaboliques qui mènent à une insuffisance insulinaire.

C'est soit que le pancréas ne produit pas assez d'insuline, soit que l'insuline produite est inefficace (résistance à

l'insuline). L'insuline est une hormone qui permet aux glucides d'entrer dans les cellules afin de leur fournir l'énergie nécessaire. Paradoxalement, il n'est pas rare que des individus aient un taux de glycémie si élevé lors de leur diagnostic qu'ils se retrouvent littéralement dans un état de famine, le «sucre» demeurant séquestré dans le sang (hyperglycémie).

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre d'individus atteints de diabète sur le plan mondial est passé de 108 millions en 1980 à 442 millions en 2014. Pour sa part, la Fédération internationale du diabète (IDF) a annoncé qu'il s'agissait là de la plus pressante urgence de santé globale au 21^e siècle. Chaque année un nombre grandissant d'individus sont diagnostiqués diabétiques. Le Canada ne fait pas meilleure figure. En 2015, il était estimé que 9,3% de la population était atteinte de diabète. Il est prévu que ce nombre atteindra 12,1% d'ici 2025. Ces chiffres sont bien plus alarmants pour ce qui est des prédiabétiques (22,1% en 2025). Ces derniers ont le fort potentiel de se convertir en diabétiques francs dans les années qui suivront.

Idéalement, le temps d'intervenir devrait survenir avant le diagnostic du diabète, d'où l'importance de la prévention. Car lorsqu'on en est atteint, il est difficile de s'en débarrasser et ses complications sont désastreuses.



SPÉCIAL SANTÉ

« LE PREMIER EST QUE VOUS ACCEPTIEZ DE GÉRER VOTRE DIABÈTE ET LE SECOND EST QUE VOUS LAISSIEZ LE DIABÈTE VOUS GÉRER. JE PUIS VOUS ASSURER QUE LE SECOND CHOIX N'EST PAS LE MEILLEUR! »

D^{re} Julie L. Hildebrand

D^{re} JULIE L. HILDEBRAND

Je réitère fréquemment auprès de ma patientèle que lorsqu'on est atteint de diabète, deux scénarios se présentent à nous. Le premier est que vous acceptiez de gérer votre diabète et le second est que vous laissiez le diabète vous gérer. Je puis vous assurer que le second choix n'est pas le meilleur!

Le diabète est la principale cause de cécité, de maladie rénale terminale et d'amputation non traumatique chez les adultes canadiens. Les maladies cardiovasculaires (infarctus du myocarde et accident vasculaire cérébral) surviennent deux à quatre fois plus souvent chez les adultes diabétiques. Trente pour cent des patients diabétiques souffrent en concomitance de dépression. Les complications du diabète auraient entraîné un décès prématuré dans 1 cas sur 10 en 2008-2009.

C'est une maladie intransigeante qui a le potentiel d'induire des complications sur plusieurs organes et systèmes : rétinopathie (cécité), néphropathie (insuffisance rénale), neuropathie périphérique (conduisant parfois à l'amputation), gastroparésie (ralentissement du système digestif), atteinte des articulations (bursite), atteinte urologique (rétention urinaire, dysfonction érectile), atteinte de la peau (plaies chroniques), atteinte du cerveau (AVC, risque de coma).

La prévention s'articule autour d'une saine alimentation (régime de type méditerranéen, consommer plus de fibres, éviter les gras saturés), de l'exercice à raison de 30 minutes par jour ou 50 minutes trois fois par semaine (cardio certes, mais particulièrement musculature et haltères), s'abstenir de fumer, consommer des quantités modérées d'alcool (et favoriser le vin rouge), développer des méthodes pour contrer le stress (méditation, lâcher-prise, etc.) et, finalement, des cultiver relations sociales et familiales épanouissantes.

Lorsque sa manifestation est inévitable, nous disposons à l'heure actuelle d'un bel arsenal thérapeutique pour diminuer les taux de glycémie. De nouveaux traitements ont vu le jour récemment, ouvrant de prometteuses perspectives. Certains se sont montrés extrêmement efficaces dans le contrôle du diabète, mais de surcroît dans la perte de poids et la réduction des complications sur les reins ainsi que les maladies cardiovasculaires. Toutefois, aucun traitement curatif n'a été élaboré à l'heure actuelle et nous sommes encore loin du pancréas artificiel!

Entretien de favorables modifications des habitudes de vie, telles que mentionnées en prévention, évitera que le diabète se complique et nécessite une médication plus abondante.

Les méditerranéens sont parmi les gens les plus heureux de la planète... peut-être devrait-on davantage imiter leur régime ainsi que leur mode de vie. Non! Un diabète bien contrôlé n'est pas synonyme de sanction, mais l'assurance d'une vie gratifiante en bonne santé! Nous devrions tous d'ores et déjà adopter des habitudes de vie comme si nous étions appelés à devenir de futurs diabétiques... cela éviterait que l'on développe à moyen et long terme des conditions morbides, telles que l'obésité, le syndrome métabolique, des maladies cardiovasculaires et le cancer, qui réduisent la longévité et la qualité de vie. ▲



D^{re} Julie L. Hildebrand

exerce en médecine familiale à Edmonton. Bilingue, elle est très heureuse de pouvoir répondre aux besoins de la francophonie plurielle de la capitale provinciale. Spécialiste du diabète, des dépendances et de l'utilisation du cannabis thérapeutique, elle privilégie la prévention et l'éducation.



LORSQUE SA MANIFESTATION EST INÉVITABLE, NOUS DISPOSONS À L'HEURE ACTUELLE D'UN BEL ARSENAL THÉRAPEUTIQUE POUR DIMINUER LES TAUX DE GLYCÉMIE»

D^{re} Julie L. Hildebrand

GLOSSAIRE
CONCILIANT
Disposé à accepter

Un cas classique

«Docteur, je ne comprends pas ce qui m'arrive. Je crois que la pandémie a eu raison de mon bon moral. Je me sens fatigué. Si je le pouvais, je dormirais toute la journée. Je me sens déprimé, je n'ai pas de motivation. Si seulement j'arrivais à dormir convenablement, mais je passe la nuit à me lever pour me rendre aux toilettes afin d'uriner. C'est embarrassant... mais je crois que cela explique les démangeaisons et rougeurs qui sont apparues au niveau de mes parties génitales. Ensuite, il me prend des soifs comme si j'avais traversé le Sahara

de long en large. J'ai un appétit de loup et pourtant, je ne me sens jamais réellement rassasié. J'ai aussi noté que ma vision s'embrouille après les repas. Oh, j'oubliais! Je sais que je devrais vous consulter que pour un problème à la fois, mais j'ai cette plaie au gros orteil qui ne veut pas guérir.»

«Je vois, il me semble que vous ayez pris du poids dernièrement. Faites-vous toujours vos marches de santé quotidiennement? Je crois qu'une prise de sang s'impose!»



EDMONTON

SANTÉ



SPÉCIAL SANTÉ



« AVANT DE DIRE QU'UNE PERSONNE EST ATTEINTE D'UNE DÉMENCE, IL FAUT EXCLURE TOUS SES PROBLÈMES DE SANTÉ »

D^{re} Michelle Dion

↑ Crédit : Tim Doerfler / Unsplash

L'ALZHEIMER, UNE MALADIE SOUS SILENCE LINGUISTIQUE



↑ Crédit : Mat Napo / Unsplash

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE

STIMULER

Intensifier l'activité et l'énergie de quelqu'un

GABRIELLE
BEAUPRÉ
JOURNALISTE

À l'heure actuelle, selon la Société Alzheimer, 49 000 Albertains présentent un trouble neurocognitif. Ce chiffre représente 1 % de la population. Les troubles cognitifs englobent plusieurs types de maladies neurodégénératives et incurables. La plus connue est la maladie d'Alzheimer.

Avant de recevoir un diagnostic de maladie d'Alzheimer, une personne doit avoir plusieurs signes précurseurs. Entre autres, elle perd tranquillement la mémoire, a de la difficulté à accomplir des tâches familières et quotidiennes, perd des mots de son vocabulaire et est désorientée dans l'espace et le temps.

«Souvent, lorsqu'une personne va consulter un médecin pour l'Alzheimer, elle va commencer à annoter des pertes de mémoire [qui affectent son quotidien]», relate D^{re} Michelle Dion, médecin de famille. Pour diagnostiquer la maladie, le patient doit se soumettre à une série d'évaluations. En Alberta, ces tests se font dans les deux langues officielles et sont administrés par un médecin, une infirmière ou une infirmière auxiliaire.

Le premier élément évalué est l'état de santé de la personne pour s'assurer qu'il n'y a pas «un problème sous-jacent qui pourrait mimer [la ma-

ladie d'Alzheimer]». Le spécialiste va également vérifier son historique médical et mental. Un bilan sanguin sera fait. Elle prendra également part à une évaluation cognitive qui permettra de mesurer sa capacité à dessiner des choses simples telles qu'un cube. Pendant celle-ci, des questions concernant sa mémoire et son langage peuvent lui être posées.

«Avant de dire qu'une personne est atteinte d'une démence, il faut exclure tous ses problèmes de santé pour être certain qu'il n'y a pas d'autres maladies adjacentes qui auraient pu [introduire ces signes précurseurs]», souligne D^{re} Dion.

Lorsque la personne est dans un stade peu avancé de la maladie, D^{re} Dion affirme que celle-ci peut en ralentir la progression. Elle doit notamment rester active, bien manger, avoir un sommeil équilibré, socialiser, tout en s'occupant de sa santé. «Il faut qu'elle se garde **stimulée** et que son corps reste en bonne santé.»

UNE BATAILLE AU QUOTIDIEN

Nouha Ben Gaied, la directrice recherche et développement, qualité des services de la Société Alzheimer du Québec, précise que les proches aidants de la personne atteinte doivent se préparer à l'ampleur de la maladie. «Au début de la maladie, les symptômes sont modérés. Mais plus elle avancera, plus la personne atteinte aura besoin d'aide, notamment dans ses soins d'hygiène personnelle ou pour l'habillement.»

D'ailleurs, devant l'ampleur de celle-ci, ils doivent s'outiller par le biais de stratégies d'intervention. «Elles vont faire toute la différence auprès de la personne atteinte», explique Mme Ben Gaied.

Plusieurs de ces stratégies sont, entre autres, liées à la communication. «Le verbal ne représente que 7% de la manière dont on communique. Le reste se passe par le non verbal, c'est-à-dire la posture, l'attitude, le volume et le débit de la voix». De plus, si un interlocuteur veut parler à la personne, il doit le faire en se plaçant devant elle afin de lui permettre de comprendre plus facilement le message. Pour s'exprimer avec elle, il peut également mimer ses propos.

Néanmoins, en raison de la perte de mémoire à court terme de la personne, parfois les stratégies d'intervention vont fonctionner une journée, des fois non. Cependant, Nouha Ben Gaied martèle qu'il faut toujours les réessayer le lendemain.

LA LANGUE MATERNELLE, UN POSSIBLE ATOUT CONTRE LA MALADIE

Les études sont nombreuses à démontrer que l'apprentissage et la pratique d'une langue étrangère ont des effets positifs sur la santé cérébrale. Toutefois, dès 2011, la psychologue et chercheuse canadienne Ellen Bialystok a démontré que les personnes bilingues souffrant de la maladie devenaient quatre ans plus tard que des unilingues.

En effet, la personne bilingue atteinte de la maladie d'Alzheimer perdra très rapidement la connaissance d'une langue apprise. «Généralement, sa langue maternelle va reprendre le dessus», explique Nouha Ben Gaied. Une situation qui ne facilite pas forcément le traitement de la maladie lorsque l'on vit dans un milieu minoritaire comme l'Alberta.

La spécialiste de la maladie affirme d'ailleurs qu'à l'écoute de leur langue maternelle, les personnes atteintes de troubles cognitifs sévères vivent des émotions importantes. Cela leur rappelle des souvenirs d'enfance puisque c'est dans cette langue qu'elles ont été «bercées». Même si leur mémoire à court terme est affectée, «leur mémoire à long terme demeure intacte», mentionne Nouha Ben Gaied.

Plus concrètement, le rôle de la langue est essentiel pour lutter contre la maladie. En effet, le patient risque très rapidement de perdre ses repères et les relations sociales qu'il a pu avoir avec celles et ceux qu'il côtoie dans sa langue d'adoption. Il peut très vite être victime d'isolement.

On peut dès lors dire qu'une part de la solution dans l'accompagnement de ces patients serait la présence de bénévoles, de proches aidants et de médecins francophones à chaque étape de la maladie. ▲

Pour plus d'information sur la maladie d'Alzheimer, consultez : <https://alzheimer.ca/fr>



↑ Crédit : Luke Jones / Unsplash



« C'EST À LA MI-DÉCEMBRE 2021, LORSQU'ON S'EST RENDU COMPTE DES CONSÉQUENCES D'OMICRON, QUE NOUS L'AVONS MIS EN MARCHÉ »

Fadumo Robinson



« ÇA A DONNÉ LA CHANCE AUX ÉTUDIANT.E.S DE DÉMONTRER DU LEADERSHIP EN SITUATION DE CRISE »

Claire Tellier



GLOSSAIRE

IMMUNISATION

Ensemble de procédés qui permettent à l'organisme de se défendre

ÉTUDIANT.E.S EN SCIENCES INFIRMIÈRES À LA RESCOUSSE

En raison des tendances de la pandémie, qui en est maintenant à sa cinquième vague, Services de santé Alberta (Alberta Health Services - AHS), a approché la *Faculty of Nursing* de l'Université de l'Alberta et celle de l'Université de Calgary afin de réquisitionner l'aide de plusieurs centaines d'étudiant.e.s en sciences infirmières qui s'apprentent à obtenir leur diplôme dans les prochains mois.



SPÉCIAL SANTÉ



SANTÉ

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



VÉRONIQUE VINCENT
JOURNALISTE

Le projet d'incorporer de futur.e.s infirmier.e.s autorisé.e.s pour faire face à la crise sanitaire en Alberta n'est pas nouveau. Fadumo Robinson, infirmière en chef adjointe et responsable des soins en collaboration (AHS), a géré le projet *AHS UNE Pandemic Response Initiative*.

Cette idée a germé au début de la pandémie, mais «c'est à la mi-décembre 2021, lorsqu'on s'est rendu compte des conséquences d'Omicron, que nous l'avons mis en marche».

Si cette initiative les intéressait, les étudiant.e.s en sciences infirmières de l'Université de l'Alberta n'avaient qu'à remplir un formulaire en ligne pendant les vacances d'hiver. «Ces étudiants *Expression* peuvent se porter bénévoles, mais ils ne sont pas obligés de le faire», clarifie Fadumo Robinson.

DU JAMAIS VU!

Lorsque l'on évoque des étudiant.e.s en sciences infirmières rémunéré.e.s dans le cadre de leur cours universitaire, la notion devient inédite et très peu publicisée malgré la nécessité d'un tel programme en temps de pandémie.

C'est à leur retour en classe, en janvier dernier, que ces étudiant.e.s ont reçu leur proposition d'embauche, leur permettant de travailler un minimum de 100 heures comme *UNE* (*Undergraduate Nurse Employee*), soit un.e étudiant.e. membre du personnel soignant.

Ces heures de travail seront comptabilisées pour leur stage de leadership, un cours crédité. Cette initiative permettra d'offrir, on l'espère, un peu de répit aux unités de soins aigus aujourd'hui victimes de fatigue psychique due au stress élevé causé par la pandémie.

C'est ensuite à la discrétion de l'étudiant.e de choisir, une fois que son baccalauréat terminé, entre continuer à travailler de nombreuses heures et soulager le système de santé ou faire une transition vers un poste d'infirmier ou d'infirmière autorisé.e. dans la même unité.

«La résilience est un des premiers concepts abordés dans leur éducation», partage Claire Tellier, infirmière autorisée et coordonnatrice du baccalauréat bilingue en sciences infirmières de l'Université de l'Alberta. Ce concept et la pédagogie qui l'accompagne permettent aussi de «donner les outils pour être capable de répondre à des situations comme celle-ci [la pandémie]», ajoute-t-elle.

«Ça a donné la chance aux étudiant.e.s de démontrer du leadership en situation de crise», explique Claire Tellier. Elle reconnaît aussi que «c'est tellement ironique que tout ceci se passe autour d'un cours de leadership».

Elle avoue qu'elle ne s'attendait pas que AHS approche l'Université, mais elle n'a pas vraiment été surprise. «J'entends de mes amies infirmières sur la ligne de front comment la pandémie est éprouvante.» Elle affirme tout de même qu'à long terme, cette initiative ne peut en aucun cas représenter la solution au manque de personnel soignant, mais estime qu'elle apporte un certain soulagement.

DES ÉTUDIANT.E.S QUALIFIÉ.E.S MALGRÉ TOUT

«Je ne pense pas que les gens réalisent qui sont

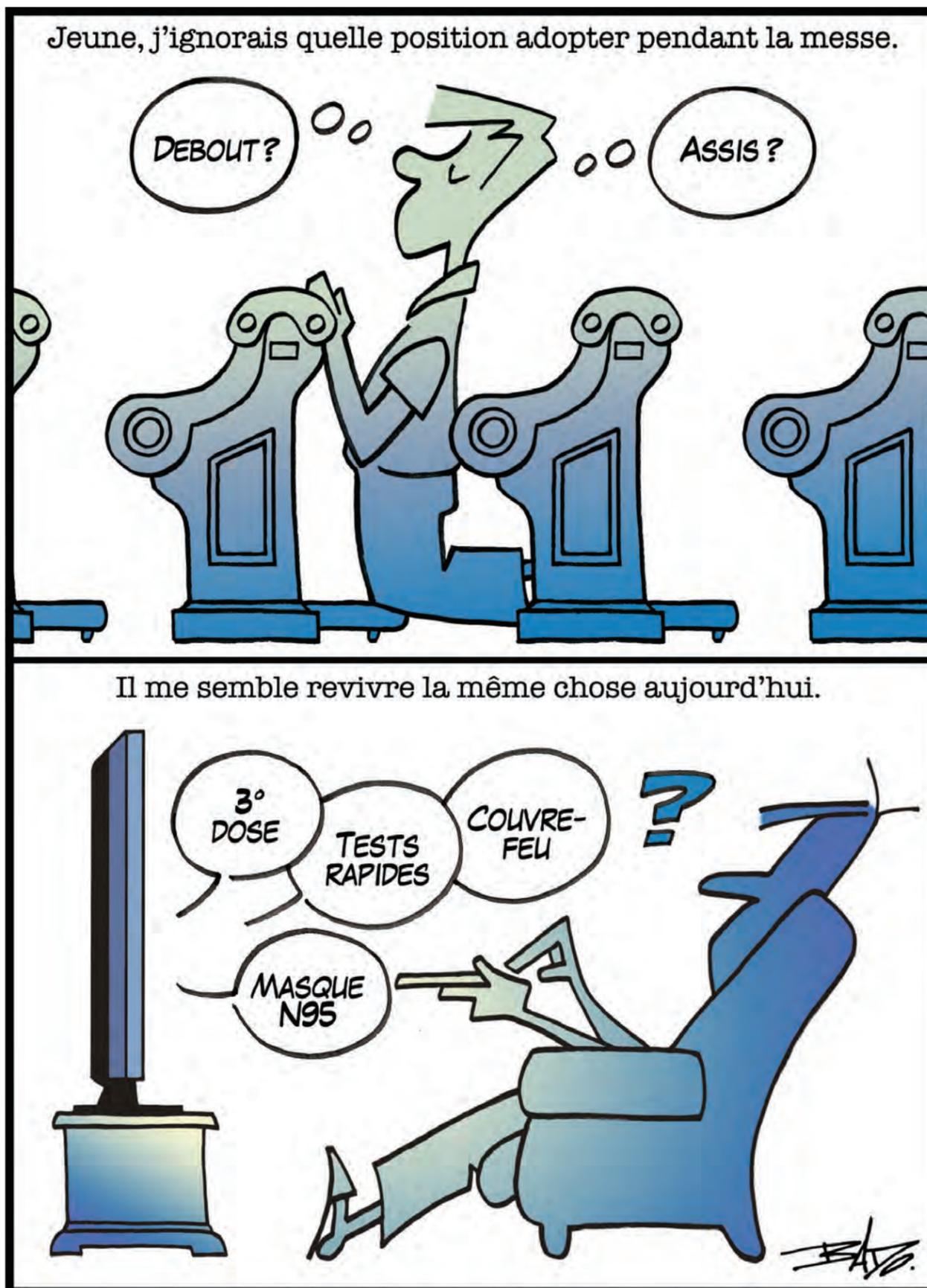


↑ Fadumo Robinson gère le projet *AHS UNE Pandemic Response Initiative*; Claire Tellier, infirmière autorisée et coordonnatrice du baccalauréat bilingue en sciences infirmières de l'Université de l'Alberta. Crédits : Courtoisie

ces étudiants en soins infirmiers», répond d'un ton rassurant Fadumo Robinson, la responsable du projet, lorsque l'on évoque les inquiétudes pour le bien-être et la sécurité des patients.

Après trois ans, les étudiant.e.s en sciences infirmières ont plus d'éducation que les infirmiers et infirmières auxiliaires autorisés.e.s et peuvent travailler en tant que *UNE*. «Ces étudiants ne dirigent pas l'unité», explique l'infirmière. «Ils sont associés à des infirmiers et infirmières autorisés.e.s et sont à un point de leur formation où ils consolident les connaissances et les compétences qui leur ont été enseignées».

Plusieurs de ces étudiant.e.s travaillent comme *UNE* depuis la fin de leur troisième année d'études. Plusieurs ont participé aux efforts d'**immunisation** de masse menés par AHS et finalement, certain.e.s travaillent déjà dans des unités de soins aigus. ▲



LE DOSSIER URGENT DE LA GESTION DES DONNÉES SUR LA SANTÉ AU CANADA

Les gouvernements canadiens ont investi massivement pour améliorer l'utilisation des données sur la santé, mais le plus souvent sans vision nationale bien définie. En résulte une approche incohérente, qui nuit à l'obtention de bons résultats en matière de santé, fait grimper les coûts et aggrave les inégalités.

CHRONIQUE «SANTÉ»

Nous pourrions apprendre quelque chose de l'expérience des banques canadiennes. Réunies en 1984, elles s'étaient entendues pour adopter une plateforme numérique commune, appelée Interac, ce qui a permis à la clientèle d'entreprises pourtant concurrentes d'effectuer des transactions à partir de n'importe quel guichet automatique. Depuis ce temps, nos renseignements personnels nous suivent partout, ainsi que la capacité d'accéder à notre argent – peu importe la banque ou la succursale avec laquelle on fait affaire ou le lieu où l'on se trouve.

Voilà presque 40 ans que cette innovation a été implantée, mais lorsqu'il s'agit d'accéder à leur dossier médical pour le consulter et réunir l'information qu'il contient, la plupart des Canadiens et Canadiennes se heurtent à des difficultés. Comment expliquer que le système de santé ait échoué là où le secteur bancaire a réussi?

On ne peut trop insister sur le lien qui unit les données sur la santé au bien-être de la population, comme le démontre le dernier rapport en date



↑ Ewan Affleck est conseiller médical principal en informatique de la santé au College of Physicians and Surgeons of Alberta; Vivek Goel est président et chancelier de l'Université de Waterloo (Ontario). Crédits : Courtoisie

d'un comité consultatif d'experts de l'Agence de santé publique du Canada. En effet, le secteur de la santé se fonde sur cette information pour guider presque toutes les décisions qui s'y prennent, qu'il s'agisse de choisir un antibiotique pour traiter une simple infection urinaire ou d'élaborer en temps de pandémie des politiques nationales qui auront une incidence sur des millions de personnes.

L'insuffisance ou l'inexactitude des données sur la santé peut nuire gravement à la prestation des soins et aux services de santé publique et compromettre la santé de la population.

Ewan Affleck est conseiller médical principal en informatique de la santé au College of Physicians and Surgeons of Alberta. Vivek Goel est président et chancelier de l'Université de Waterloo (Ontario). Tous deux sont membres du Comité consultatif d'experts sur l'élaboration d'une stratégie pancanadienne de données sur la santé.

Nos données individuelles, ou renseignements personnels sur la santé, servent à guider les soins que nous recevons. S'il ne peut pas accéder à notre dossier de santé et à d'autres données privées nous concernant, un prestataire de soins aura du mal à nous prodiguer des soins pertinents et sûrs.

Les données populationnelles, qui regroupent des éléments d'information issus de sources variées, servent à planifier les services de santé publique et à orienter leurs activités, par exemple les programmes de vaccination ou les travaux de recherche sur le traitement du cancer.

Le problème, c'est qu'au Canada l'organisation et l'intendance des données sur la santé font défaut.

En 1992, la Cour suprême a statué que les patients avaient un droit de regard sur leurs renseignements médicaux, mais que leur dossier en tant que support appartenait au médecin. Près de 30 ans plus tard, les patients n'ont toujours que bien peu de contrôle sur cette information, puisqu'elle est conservée, selon les pouvoirs prévus par la loi, par les fournisseurs de soins, qui sont considérés comme ses «dépositaires».

Ainsi, les fournisseurs de soins consultés par un patient sont désignés pour la plupart comme les dépositaires de ses renseignements médicaux et leur responsabilité première consiste à protéger ces derniers. Le corollaire de cette approche, c'est que les données sur la santé sont réparties entre plusieurs fournisseurs, et bien souvent dans des structures distinctes.

Par ailleurs, les lois régissant la garde des renseignements personnels sur la santé varient d'une province à l'autre. En résulte un fatras de silos de données, fragmentés et inefficaces, qui sont gérés par des cliniques médicales, des hôpitaux, des instituts de recherche et des autorités sanitaires dans treize provinces et territoires, et soumis à des règlements incompatibles qui entravent souvent leur bon usage.

On pourrait affirmer qu'au Canada, la législation condamne à l'échec l'excellence en matière de données sur la santé.

Le secteur de la santé a investi pendant des années dans les technologies numériques, puisqu'on pensait, à tort, que cette avenue allait régler tous les problèmes. On ne s'est pas rendu compte que le véritable obstacle à la gestion efficace des données n'était pas simplement une affaire de technologie, mais bien de politique et de gouvernance.

En cette ère numérique, tout cadre de gestion des données qui serait élaboré sur la base de la garde de documents papier sera voué à l'échec. Pour remplir leurs promesses, il faut que les données sur la santé soient centrées sur la personne.

Ce recentrage de la conception des données permettrait d'harmoniser le déroulement du travail, les politiques et les technologies entre les différents fournisseurs de services et les provinces. Les premiers conserveraient leur capacité d'accès dans le but de donner des soins, tandis qu'un nouveau rôle – celui d'intendant – serait créé pour administrer les données populationnelles dans l'intérêt général tout en veillant à la protection de la vie privée et des renseignements personnels.

Cela ne se produira qu'à condition de réinventer, afin de l'adapter à l'ère numérique, notre approche en matière de politiques et de gouvernance des données.

D'aucuns diront que notre fédération est paralysée par la séparation inaltérable des pouvoirs en matière de santé. La réponse simple à cette objection, c'est qu'il n'y a rien dans la Constitution qui interdit aux provinces et territoires de s'entendre sur la définition de normes communes en matière de données sur la santé. Si des banques concurrentielles ont réussi à coopérer pour le bien de tous, il est permis de croire que tous les ordres de gouvernement pourront eux aussi parvenir à un accord.

Les données mènent à la connaissance et la connaissance, à la sagesse. Notre mauvaise gestion de l'information nous prive des deux et pose un risque pour la sécurité de la population. Nous pouvons faire mieux que ça. ▲



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



LES ÉDUCA-
TRICES SONT
TOUJOURS AU
FRONT. ELLES
VIENNENT LE
MATIN PARFOIS
AVEC LA PEUR,
MAIS LA PAS-
SION PREND
TOUJOURS LE
DESSUS»

Valérie
Deschênes



ARNAUD BARBET
JOURNALISTE

LA PETITE ENFANCE SURFE SUR LA 5^e VAGUE

COVID-19, puis les variants Alpha, Bêta, Gamma, Delta et, plus récemment, Omicron. Il y a de quoi devenir un spécialiste de la Grèce antique. Mais pour les professionnels de la petite enfance et les parents qui leur font confiance, la volonté est ailleurs. Entre absentéisme, craintes et mesures sanitaires, la logistique se complexifie et l'anxiété perdure.



«Je ne veux pas que mes filles se ramassent à l'hôpital», s'exclame Isabelle Déchène Guay. Un message qui interprète facilement l'angoisse de cette maman de deux petites filles, Daphné et Rosalie. Elle le dit elle-même, son anxiété a été exacerbée par la pandémie.

Un état de fait qui résonne chez de nombreux parents, semble acquiescer Valérie Deschênes, directrice adjointe pour la gestion de services de garde à la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA). Responsable de la mise en place de programmes éducatifs et d'accompagnement à la gestion des centres de petite enfance (CPE) dans la province, elle assure que tout est mis en œuvre pour diminuer les risques de propagation de la maladie.

«C'est beaucoup de gestion, mais depuis deux ans, nous n'avons jamais réduit nos protocoles, même l'été dernier!» Car même si la population albertaine a pu respirer pendant la période estivale selon les directives du gouvernement provincial, Valérie Deschênes assure que conserver le port du masque à cette période a été salutaire.

«On a toujours gardé des protocoles très stricts cela a évité la frustration de nos employés et de notre clientèle. Car quand on décide d'enlever le masque, c'est facile et bien agréable, mais quand quelques semaines plus tard, il faut le remettre, ce n'est pas la même chose.»

Et ce n'est pas Isabelle Déchène Guay qui va contredire la directrice adjointe de la FPFA.

Très critique, elle a bien l'impression que les autorités vivent à «Lalaland», en référence à cette comédie musicale très légère, «car franchement pour avoir cru que c'était fini!»

DES PARENTS ENTRE L'ENCLUME ET LE MARTEAU

«On suit les protocoles de la province, mais ces protocoles évoluent très souvent. On se tient au courant, on les change, on prévient les parents au fur à mesure. C'est beaucoup de logistique», enchérit Valérie Deschênes.

Cela ne l'empêche pas de voir des parents fâchés ou frustrés à l'entrée des garderies. Compréhensive pour la gestion que cela demande à tous, elle l'assure, «on essaie d'être diplomates et on fait notre possible pour que les parents récalcitrants comprennent qu'on ne créait pas les règles gouvernementales!»

Malgré sa bonne humeur, Mme Déchène Guay ne cache pas ses incompréhensions. «Ce qui est tannant surtout avec Daphné, 4 ans, c'est qu'on ne peut pas la faire vacciner, alors on fait encore plus attention à la garderie.»

Cela n'empêche pas certains parents d'envoyer leurs enfants avec «le nez qui coule» ou d'autres prémices symptomatiques à la garderie. «Si ton enfant devient un cas contact, c'est toute la famille qui est hypothéqué!» Fini la prénatalité ou les activités extrascolaires, bonjour le confinement pour tous.

Ce cri du cœur est très vite rattrapé par la raison, «je ne blâme pas les parents, je suis sûre qu'un grand nombre n'ont malheureusement pas le choix que d'aller travailler à l'extérieur». Sa profession lui permet de gérer les aléas de ses filles à domicile, mais «ce n'est pas facile tous les jours!»

«Daphné est dans sa bulle de petite fille, mais se rend bien compte qu'elle ne va plus à la prénatalité, car les enfants y sont trop nombreux.» Rosalie, l'aînée de 7 ans, semble plus affectée et sensible aux ressentis de sa maman. «La semaine passée, j'étais très nerveuse qu'elle retourne à l'école, elle l'a senti et s'est mise à pleurer.»

TROUVER DU PERSONNEL, UNE URGENCE ABSOLUE

Depuis la rentrée de janvier, la directrice adjointe de la FPFA semble percevoir une baisse de la propagation du virus. Elle espère timidement que cela a un lien avec la hausse des vaccinations. Par contre, «on

a eu des cas dans la majorité de nos centres et la plus grosse difficulté, c'est le remplacement des effectifs».

«De nombreuses personnes bénéficient des aides gouvernementales et n'ont pas forcément envie de se mettre à risque. D'autres ont peur de remplacer des gens malades et d'autres sont certainement déjà malades», énumèrent-elles sans jugement.

Alors lorsque dans un même centre, «vous avez 5 à 6 personnes malades la même journée, cela devient très compliqué». Elle ajoute que les CPE de régions sont les plus mal lotis. «À Edmonton ou Calgary, on a des gens à peu près disponibles; mais à Brooks, on a juste 1 employé; à Canmore, ils ne sont que 4 et les remplaçants sur appels ne sont pas forcément disponibles.»

Si l'Association des éducateurs de la petite enfance de l'Alberta constate une baisse d'environ 20% de ses éducatrices à la petite enfance agréées au cours de la première année de la pandémie (mars 2020 à mars 2021), Valérie Deschênes lance l'alerte. «Les réglementations n'ont pas changé pour embaucher des professionnels de la petite enfance et nous devons trouver des francophones». Une double peine qui risque d'être préjudiciable à la rentrée de septembre.

En effet, «avec la mise en place des garderies à 10\$, on risque d'avoir un afflux de nouveaux enfants». Des enfants qui, selon la directrice adjointe, vont avoir besoin de plus d'attention et d'écoute.

«Les enfants de la COVID-19 ont moins socialisé dans leurs premiers mois. Ils n'ont pu aller au parc, jouer avec d'autres enfants. Les bébés ont eu leurs parents sans cesse, ils auront sûrement des besoins différents, peut-être des signes d'anxiété...»

Optimiste et positive, Valérie Deschênes rend hommage à la profession, «les éducatrices sont toujours au front. Elles viennent le matin parfois avec la peur, mais la passion prend toujours le dessus». Elle espère très vite offrir une vie normale à tous ces jeunes et ses équipes. Quant à la maman de Rosalie et Daphné, elle est bien consciente qu'il va falloir apprendre à vivre avec le virus, «je dois lâcher prise!» ▲

GLOSSAIRE

AFFLUX

Arrivée en grand nombre

PROJET : ACTION CLIMAT

«BIG PICTURE DU CLIMAT»

En collaboration avec EcoNova, le CDÉA organise une formation gratuite «Big Picture du Climat» à trois dates différentes pour : (1) comprendre les causes et effets du réchauffement climatique, et (2) entrevoir les solutions individuelles et collective, ainsi que les actions à prendre pour atteindre la carboneutralité. Ces formations sont destinées à tous.



Formation identique aux trois dates :
16 février et 24 mars de 9h à 12h (HNR)
17 mars de 13h à 16h (HNR)



Événement gratuit, mais inscriptions obligatoires.
Les formations accueillent un minimum de 4 personnes et un maximum de 12.

PLACES LIMITÉES
INSCRIVEZ-VOUS !



CRISE SANITAIRE, ÉCOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE : LE VIVANT (PARTIE 1)

« APRÈS LES CRAINTES ET L'ADAPTATION À UNE CRISE SANITAIRE INÉDITE VIENT LE TEMPS DE LA RÉFLEXION ET DE L'INTELLIGENCE COLLECTIVE »

« ARRÊTEZ DE ME MALMENER, LAISSEZ-MOI TRANQUILLE! »

Après les craintes et l'adaptation à une crise sanitaire inédite vient le temps de la réflexion et de l'intelligence collective. Avec raison d'ailleurs. Non pour dominer les événements — ce qui n'est vraiment pas possible — mais pour s'efforcer de partager des questions, des observations et des inquiétudes que suscitent les développements de l'épidémie et ses multiples conséquences.

À partir de deux aspects en particulier, au plan écologique d'abord (partie 1), ensuite, au plan environnemental, principalement au niveau du dérèglement climatique (partie 2), je convie le lecteur à questionner la «myopie du désastre». Cette tendance semble être devenue l'une des vraies caractéristiques de l'homme contemporain dès lors que l'on prend en compte son fort potentiel d'aveuglement.

QU'EST-CE QUE LA ZOOSE?

Qu'en est-il du vivant? Certains parlent d'extinction, d'autres évoquent l'effondrement du nombre des populations sauvages, et ce, toutes espèces confondues : champignons, plantes, arbres, animaux. À cette crise s'ajoute en parallèle une explosion de la **domestication** du monde animal. En effet, la planète compterait notamment 23 milliards de poulets pour l'élevage, 3 milliards de cochons et 1,3 milliard de vaches. Ce sont là des chiffres nettement supérieurs à la biomasse des 10 000 espèces d'oiseaux existants aujourd'hui sur la Terre. C'est peu dire de notre démesure; une démesure qui explique pour une bonne part la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Ce que les spécialistes du vivant appellent **zoonose** (saut d'espèces), cette maladie infectieuse d'animaux transmissible aux humains — la première de la sorte fut celle du H1N1 survenue aux États-Unis, il y a exactement un siècle à partir d'élevages de canards —, explique pourquoi nous sommes sans arrêt, depuis vingt ans environ, confrontés à des maladies humaines issues de virus, de bactéries et de protistes. À titre d'exemple, sur 300 nouvelles maladies répertoriées en France depuis 1940, presque les trois quarts d'entre elles sont des **zoonoses**.

Une explication de ces maladies vient de ce que nous sommes de plus en plus nombreux sur la terre, qui plus est majoritairement regroupés dans de grands centres urbains. À cela s'ajoute comme je le disais l'agriculture intensive ainsi que l'accélération du changement climatique et,

conséquence de cette accélération, l'effondrement du vivant dans lequel nous sommes entrés. Tous ces éléments interfèrent avec notre santé et notre bien-être.

UNE SEULE SANTÉ...

Les Nations Unies ont bien compris l'enjeu derrière la destruction en cours en mettant sur pied, en 2000, un mouvement appelé *One Health*. Sont concernés non seulement le vivant, mais tous les écosystèmes. Preuve en est : l'origine du coronavirus. Ce virus est connu par les chercheurs et les biologistes depuis vingt ans. Il nous vient de chauves-souris vivant dans les grottes du Cambodge, du Laos et surtout de l'est de la Chine. Étudié et suivi de près, ce virus a pourtant trouvé le moyen, en partie grâce à l'homme, de faire le tour du monde depuis décembre 2019, date à laquelle Taïwan a pris conscience de la propagation du virus et intercepta, dès le lendemain, les premiers avions en provenance de Chine.

J'ai bien dit tous les écosystèmes, et ce, à tous les niveaux : de la biocénose au biotope. En effet, nos océans regorgent également de virus. Une seule goutte d'eau de mer contient à elle seule des virus par milliards, des bactéries par millions et des protistes par centaines de milliers. Parmi les protistes, le phytoplancton est composé de toutes petites algues qui nous procurent l'oxygène dont nous avons besoin. Nous avons souvent tendance à les oublier, croyant qu'il n'y a que les forêts capables de nous procurer de l'oxygène pour respirer. Phytoplancton, bactéries et virus dans les océans équivalent à 98% de la biomasse par comparaison avec les baleines et les poissons (2%), les sols (2,5 tonnes de bactéries à l'hectare) et les micro-champignons (3,5 tonnes).

Mais il y a davantage que cette richesse. Protistes, bactéries, tardigrades, vers de terre, nématodes, collemboles, acariens constituent une partie essentielle de la vie de nos sols. Or, ceux-ci se meurent depuis l'après-guerre : d'une part, à cause de la mécanisation et de machineries lourdes et d'autre part, en raison de puissants biocides tels que les pesticides et les herbicides qui rendent impossible l'existence des éléments naturels et par suite la qualité des cultures.

Indéniablement, cette destruction entraîne aussi des répercussions sur l'être humain. Il suffit de prendre l'enfant à la naissance. Son tube digestif est pratiquement axénique. Il a très peu de bactéries. Avec la rupture de la poche des eaux, c'est le moment où les microorganismes présents dans le corps

de la maman vont se précipiter pour l'ensemencer. Nous savons maintenant que cette fraction de la vie (3/4 d'eau + bactéries + 1000 premiers jours) est déterminante pour le développement de l'être humain et sa constitution.

S'agissant du coronavirus, celui-ci a trouvé sa place dans l'humain (davantage chez le garçon) et tout particulièrement chez les aînés et les personnes aux prises avec des problèmes de santé. Curieux paradoxe tout de même si l'on considère que l'objectif de la médecine est de nous permettre de vivre plus longtemps et dans de bonnes conditions. Ceci nous rappelle au moins notre fragilité, ainsi que nos devoirs et nos obligations à l'égard de la nature.

LA NATURE NOUS PARLE, IL FAUT L'ÉCOUTER

Faut-il rappeler ce que nous avons en commun avec une mouche (2/3 d'ADN), avec les microalgues du phytoplancton (1/3), avec les acariens qui nous nettoient le matin dans notre lit? Est-il besoin de souligner davantage l'importance de la biodiversité en termes de coopération et d'échanges entre les différents éléments (nature, microorganismes, animaux, humains)?

Le mot d'ordre de la nature, c'est : «Arrêtez de me malmenier, laissez-moi tranquille! Le commerce et le trafic de mon réservoir : non! L'expérimentation scientifique, oui, mais sous certaines conditions! Vous ne comprenez toujours pas? Alors, observez bien comment le vivant innove, avec une énorme parcimonie d'énergie. Observez tout particulièrement la puissance de la libellule : elle vole à cent kilomètres avec seulement deux watts. Comment parvient-elle à cette prouesse? Mystère que moi seule je détiens. Alors, poursuivez vos interrogations et fichez-moi la paix! Au lieu de détruire mon réservoir, qui est aussi votre lieu de vie et de reproduction, vous, humains, faites preuve d'inventivité et coopérez avec moi. Pas qu'avec la libellule, mais avec tout ce qui vous permet de respirer, de manger, de vivre et, sans doute, de mener une existence authentique».

Cette chronique est comme une lettre solidaire. Partagez-la à l'infini et vous serez heureux, en santé et comblés de la grâce divine de la nature. ▲

Vous pourrez lire la suite de ce plaidoyer pour la nature le mois prochain, dans notre numéro 7 du 3 mars 2022.



GLOSSAIRE

DOMESTICATION

Apprivoisement, voir asservissement des animaux



ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

Oasis
ORTHODONTICS.CA
BIENVENUE!
ON PARLE FRANÇAIS
DR. MARK KNOEFEL
(780) 457-5566

CANADA PLACE DENTAL
www.downtowncanadaplacedental.com
Nous offrons les services suivants :
Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique,
Blanchissage des dents, Remplissage en céramique,
Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite
Blanchissage de dents GRATUITS pour les nouveaux patients
Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadel
9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6
Stationnement remboursé
Dr. Marc Coulombe, dentiste
Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

JE M'ABONNE / J'OFFRE LE FRANCO

1 Je choisis l'abonnement papier de 24 numéros à 48\$ / an.

Merci de m'envoyer en plus la version PDF gratuitement pendant 1 an

2 Je choisis l'abonnement numérique uniquement à 24\$ / an.

NOM		
ADRESSE		
VILLE	PROVINCE	CODE POSTAL
TELEPHONE		
COURRIEL		

À renvoyer accompagné de votre règlement par chèque à :

Le Franco
Pavillon II, Suite 303
8627, Rue Marie-Anne Gaboury (91 St) NW, Edmonton,
AB T6C 3N1

Des questions?
reception@lefranco.ab.ca

Ou pour plus de facilité, payez par carte bancaire en vous connectant sur notre site WEB lefranco.ab.ca/abonnement





↑ L'âge du premier accouplement (un à trois ans) dépend de la taille de l'individu et donc de la qualité de l'alimentation durant la période estivale. Les mâles recherchent des fourrages nutritifs pour maximiser leur taille et ainsi mieux concurrencer les autres mâles. Crédit : Caribou Patrol Crew

CARIBOU DES BOIS (*Rangifer tarandus*)

Le caribou des bois est une créature parfaitement adaptée aux forêts canadiennes.

Grâce à ses grands sabots, il se déplace dans des zones où les autres grands mammifères ne peuvent naviguer facilement.

Il est extrêmement bien isolé contre l'hiver. Ses poils de nez et son système circulatoire le rendent idéal pour survivre aux hivers froids.

Le caribou se nourrit de lichen, une nourriture menacée par la déforestation.

Il vit dans les forêts anciennes et les zones humides tourbeuses que d'autres espèces-proies, comme le cerf et l'orignal, évitent.

C'est ainsi que le caribou a pu vivre aux côtés de prédateurs naturels comme les ours et les loups pendant des milliers d'années.

L'ALBERTA À LA RESCOUSSE D'UNE ICÔNE CANADIENNE

La perte d'habitat du caribou des bois, causée par les activités industrielles et récréatives, inquiète. Dans son accord conclu en 2020 avec le gouvernement fédéral, l'Alberta a promis de terminer les plans d'aire de répartition de ses quinze populations de caribous au cours des cinq prochaines années. Deux de ces plans - pour les sous-régions Cold Lake au Nord-Est et Bistcho Lake au Nord-Ouest - seront bientôt dévoilés sous le regard optimiste, mais impatient des experts, car le temps presse.

O existe deux types de caribous des bois en Alberta : le caribou montagnard du Sud et le caribou boréal. Tous deux sont inscrits sur la liste des espèces menacées en vertu de la loi albertaine *Wildlife Act* et de la *Loi sur les espèces en péril* du Canada.

Selon la directrice de la conservation chez Alberta Wilderness Association (AWA), Carolyn Campbell, le caribou montagnard du Sud est particulièrement à risque puisqu'il migre d'un habitat estival alpin à un habitat hivernal composé de forêts pour s'y abriter et s'y nourrir.

«Pour prospérer, ce type de caribou a besoin d'aires d'hivernage et d'estivage convenables et de corridors de déplacement sûrs. C'est comme pour les humains qui ont besoin d'être en sécurité chez eux, dans leurs déplacements et sur leur lieu de travail», explique-t-elle en pointant du doigt les menaces que constituent une aire de répartition réduite et des territoires d'hivernage inutilisables en raison de «très fortes perturbations humaines».

Elle explique que, de son côté, le caribou boréal, présent dans le reste de l'Alberta, garde ses aires saisonnières peu étalées.

«Il a toujours recherché des zones de la mosaïque de la forêt boréale, mais malheureusement, les espaces habitables sont épuisés», précise-t-elle en soulevant le dommage causé par les blocs de coupe pour l'exploitation forestière, les nombreuses routes, les plateformes de forage, les couloirs de pipelines et de sentiers, y compris un nombre «presque incroyable» d'anciennes lignes sismiques pétrolières et gazières.

Carolyn Campbell rappelle qu'en 2015, le gouvernement albertain a mis fin à toute nouvelle vente de concessions pétrolières, gazières, de sables bitumineux et de charbon à l'intérieur de l'aire de répartition du caribou. «C'était positif, mais insuffisant. Bien qu'il n'y ait pas eu de nouveaux propriétaires, le nombre excessif de concessions existantes n'a pas diminué.»



↑ L'équipe du programme Caribou Patrol concentre sa surveillance à l'autoroute 40, la plus meurtrière pour le caribou en Alberta. Crédit : Caribou Patrol Crew



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



POUR PROSPÉRER, CE TYPE DE CARIBOU A BESOIN D'AIRES D'HIVERNAGE ET D'ESTIVAGE CONVENABLES ET DE CORRIDORS DE DÉPLACEMENT SÛRS. C'EST COMME POUR LES HUMAINS QUI ONT BESOIN D'ÊTRE EN SÉCURITÉ CHEZ EUX, DANS LEURS DÉPLACEMENTS ET SUR LEUR LIEU DE TRAVAIL»

Carolyn Campbell

MARIE-PAULE
BERTHIAUME
JOURNALISTE

L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT ALBERTAIN

Fonctionnaire provincial, le spécialiste du caribou des bois, Dave Hervieux, a dédié 38 ans de carrière à ce cervidé. «Nous avons élaboré un plan provincial de rétablissement du caribou en 2004. Nous avons également créé une solide politique provinciale sur le caribou des bois, qui a été approuvée par le Cabinet provincial en 2011. Cela a précédé le plan boréal de 2012 et le plan des montagnes du Sud de 2014 élaborés par le gouvernement du Canada», énumère-t-il, saluant la récente intervention du fédéral dans ce dossier.

L'Alberta étudie et surveille ses populations de caribou depuis les années 1970 sans pouvoir freiner leur sévère déclin. Certaines populations parviennent toutefois à être stabilisées grâce à l'abattage des loups en hiver dans sept des quinze aires de répartition des caribous.

«L'état atrophie du paysage de ces aires en raison des changements industriels et les implications sur la mortalité des caribous et la survie des faons sont si importants que nous perdrons ces sept populations en l'absence d'un programme de contrôle des loups. Les arbres ne poussent pas assez vite.»

M. Hervieux indique que le taux de survie des faons, jusqu'à la fin de leur première année, est passé de 2% à 40% dans certaines aires depuis le début du programme. «Une augmentation considérable. Par contre, nous ne faisons que retarder leur disparition. Cette initiative n'a de valeur que si nous établissons des plans et des actions pour gérer, conserver et récupérer l'habitat du caribou.»

L'EXPERTISE AUTOCHTONE

La coordonnatrice environnementale et responsable du programme Caribou Patrol pour la nation autochtone Aseniwuche Winewak Nation of Canada (AWN), Stephanie Leonard, rappelle l'importance du cervidé pour de nombreuses communautés autochtones.

«Le AWN fait partie de la plupart des groupes de travail sur le caribou et des groupes de travail de l'industrie afin de le défendre et de contribuer à l'élaboration de politiques pour le protéger», dit-elle, encouragée par le fait que leur expertise soit de plus en plus sollicitée.

Elle explique le progrès du caribou comme indicateur de l'état de son habitat. «Si le caribou progresse, son habitat prospère aussi. C'est une victoire bien plus importante que la simple protection du caribou. Cela signifie que l'équilibre commence à se rétablir dans la nature», conclut-elle.

L'ensemble des intervenants invite le public à s'informer sur le caribou des bois, en insistant sur l'importance pour les citoyens de se faire entendre auprès des paliers gouvernementaux pour faire avancer le dossier plus rapidement. ▲



↑ Crédit : Caribou Patrol Crew

À LA DÉFENSE DU CARIBOU ET DE SON HABITAT

POUR PASSER À L'ACTION, LA DIRECTRICE DE LA CONSERVATION CHEZ AWA SUGGÈRE DE :

- 1 Limiter l'utilisation de produits forestiers** et en papier et éviter tout ce qui n'est pas issu de sources durables afin d'épargner les espèces vulnérables comme le caribou. Il existe de bonnes certifications, la meilleure étant celle émise par le *Forest Stewardship Council* (FSC).
- 2 Rappeler régulièrement aux élus** l'importance de conserver le patrimoine inestimable des forêts et de l'eau potable et d'observer l'état de la faune. L'AWA suggère au public de demander l'arrêt de la coupe des forêts anciennes et de l'installation d'infrastructures énergétiques dans les zones non perturbées jusqu'à ce que les plans d'aire de répartition du caribou soient déterminés et que les limites de perturbation des terres s'appliquent à tous les utilisateurs des terres.
- 3 Pratiquer les activités récréatives** hivernales, comme la motoneige, le ski de fond et la raquette, en dehors des aires de répartition du caribou afin de minimiser les risques de prédation du caribou par les pistes de neige compactées.



↑ Selon la directrice de la conservation chez Alberta Wilderness Association (AWA), Carolyn Campbell, les terres publiques de l'Alberta ont de multiples baux industriels qui se chevauchent et qui causent des impacts cumulatifs sur la vie sauvage. Crédit : Alberta Wilderness Association

Pour plus d'information :

- Caribou4ever.ca
- Open.alberta.ca/publications/9781460137055

**SUGGESTIONS
CULTURELLES
DU FRANCO!**


Suggestions culturelles de **Kazir Coulibaly**, membre de la communauté africaine



• **Les soleils des indépendances.**
Auteur: Ahmadou Kourouma. Éditeur: Éditions du Seuil

Ce roman que j'ai lu en 10^e année a remporté un concours littéraire au Canada et a été publié aux Presses universitaires de Montréal en 1968. Il met en scène l'aventure d'un héritier dont les indépendances bouleversèrent malheureusement tout, du système politique à la chefferie. Un héritage perdu en lieu et place d'une carte d'identité nationale et celle du parti unique.



• **Dieu.** Artiste: Alpha Blondy & the Solar System. Étiquette: EMI

Autant la religion est considérée comme l'opium du peuple, autant les paroles de cette chanson le sont pour moi. «Mon père avait raison, la vie est un combat. Ma maman avait raison, il ne faut jamais, jamais baisser les bras.» Alpha Blondy, cet artiste mondialement connu, reste ma référence en matière musicale... Mon artiste!



• **Au nom du Christ.**
Réalisateur: Roger Gnoan M'Bala

Un film ivoirien qui raconte avec humour la prolifération des sectes et les inepties qu'elles peuvent diffuser. Après avoir échappé à la mort par la noyade, le porcher dit avoir eu une vision qui lui fait désormais porter le nom de Magloire 1er et se dit être le «cousin du Christ». Son influence le fait régner en maître absolu jusqu'à ce qu'il commette l'erreur qui lui coûtera la vie. Un film qui ne cesse de me faire sourire quand j'y pense.



↑ Crédit: Freepik

RACISME ENVERS LA POPULATION NOIRE, LA PAROLE SE LIBÈRE DANS LES ÉCOLES

Presque une année après l'agression du jeune Pazo, la parole semble graduellement se libérer dans les écoles à Edmonton. Le racisme envers les personnes noires est désormais appelé par son nom. Pour preuve, le **Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN), le plus grand conseil scolaire francophone de la province, prévoit un exercice de recensement auprès de ses élèves.**

Le Mois de l'histoire des Noirs revient cette année et le Conseil scolaire Centre-Nord est au rendez-vous avec un projet antiracisme bien audacieux.

Il s'agit, en effet, d'engager des conversations de groupe avec les élèves en faisant appel à des experts-chercheurs externes, annonce Robert Lessard, directeur général du CSCN.

Depuis l'agression du jeune noir de 14 ans, Pazo, en avril 2021, par sept autres garçons à la sortie de l'école Rosslyn (*Edmonton Public School*), Robert Lessard a observé une évolution des mentalités. «Nous sommes beaucoup plus ouverts à la discussion. Cependant, nous ne pouvons pas encore dire que c'est satisfaisant. Nous avons, certes, plus de facilités à aborder aujourd'hui la question, mais nous sommes loin d'avoir réglé tous les problèmes. Nous avons encore du travail», note-t-il.

C'est dans ce sens que le Conseil scolaire a sollicité les services du prestigieux Carl James, professeur à la York University (Ontario), et de son équipe. Spécialistes dans l'accompagnement des conseils scolaires pour lutter contre le racisme et la discrimination, ils devront travailler sur le vécu des élèves à l'école. Il leur faudra, entre autres, identifier les besoins des élèves auxquels il faudra apporter des réponses.

«Le racisme en milieu scolaire est encore là. Il demeure présent dans nos écoles et nous n'en sommes pas exempts. Cet exercice de recensement, mené par des personnalités externes, nous permettra de mieux savoir comment les choses se déroulent dans nos établissements», souligne Robert Lessard.

Ce n'est pas tout. Le professeur Carl James, auteur de plusieurs livres et

spécialiste de l'intersectionnalité entre la race, l'ethnicité, le sexe, la classe et la citoyenneté, et son groupe auront également pour mission d'accompagner le CSCN dans un autre registre. Les équipes du Conseil scolaire bénéficieront, parallèlement, de formations professionnelles en matière d'embauche et de pédagogie.

«AU CSCN, NOUS N'AVONS PAS JOUÉ À L'AUTRUCHE»

Malgré les progrès dans les statistiques affichées ces dernières années par le Conseil scolaire Centre-Nord quant à la proportion d'enseignants appartenant à une minorité visible, celui-ci continue d'être sporadiquement l'objet d'accusations de racisme.

Sans tabou, Robert Lessard aborde la question de façon plutôt décomplexée : «Lorsque ce genre d'événements se produisent, c'est un éveil pour nous. Cela nous aide à nous remettre en question et à chercher ce qui ne va pas. Nous sommes responsables et notre souhait est de progresser dans la bonne direction».

Ce dont il est fier, rappelle-t-il aussi, c'est qu'«au CSCN, nous n'avons pas joué à l'autruche. Nous avons entendu ce que les gens avaient à nous dire». Maintenant, «il faut mettre les choses en place pour leur cheminement et reconnaître que nous avons beaucoup de travail à faire».

Pour ce faire, justement, Émilienne Ngo Batoum, traductrice et médiatrice professionnelle à Edmonton, suggère, de son côté, que la question du racisme envers les personnes noires dans les écoles doit, dorénavant, s'imposer comme une discussion permanente. De tous les jours.

LES CRAINTES DE REPRÉSAILLES PERSISTENT

La médiatrice, qui était très impliquée dans le soutien offert au jeune Pazo, ayant établi la communication entre la famille de la victime et l'école pointée du doigt, insiste sur le fait «qu'il ne faut plus avoir peur de parler de racisme, d'exclusion et de discrimination».

Parce que, pour elle, l'affaire Pazo, c'était tout simplement l'arbre qui cachait

la forêt. «Nous avons beau dire que ce phénomène n'existe pas. Je me réveille chaque matin en me disant j'aimerais tant que ce soit vrai. Mais, hélas, je pense que nous sommes très loin du compte», martèle-t-elle.

De l'avis d'Émilienne Ngo Batoum, ce qui aujourd'hui pose le plus problème est la crainte d'intimidations et de représailles. «Beaucoup de parents m'ont fait état de ce que leurs enfants subissent à l'école. Ils ne peuvent pas en parler à cause de l'environnement dans lequel nous évoluons. Il faut dire que notre milieu n'offre aucune garantie de sécurité ou de protection pour les personnes qui se mettent en avant», regrette-t-elle.

À la question de savoir s'il y a des représailles, la médiatrice affirme que cela persiste d'une façon ou d'une autre. «Se plaindre mène, dans notre environnement, vers l'isolement. C'est un processus d'exclusion qui se met en place dans le temps. Si vous vous exposez, vous serez très vite étiqueté et, petit à petit, il y a du vide qui commence à se faire autour de vous.»

Et, évidemment, se retrouver seul, avertit la médiatrice, ça «se répercute négativement sur le développement de nos jeunes, dans le sens où ils commencent par perdre confiance en eux. C'est là, généralement, la porte ouverte à tous les autres travers, comme la délinquance et la consommation de stupéfiants».

N'empêche qu'Émilienne n'est pas pessimiste pour l'avenir. Elle a aussi observé un changement dans les écoles à Edmonton depuis la fâcheuse agression d'avril 2021. «Le seul point positif est que nous en parlons de plus en plus dans les milieux scolaires. Le fait d'en parler n'est pas négligeable. Nommer le racisme par son nom, c'est déjà une grande avancée, à mon avis», relève-t-elle avec un petit air de contentement. ▲



IJL -
RÉSEAU PRESSE
- LE FRANCO



«
LE RACISME
EN MILIEU
SCOLAIRE EST
ENCORE LÀ.
IL DEMEURE
PRÉSENT
DANS NOS
ÉCOLES ET
NOUS N'EN
SOMMES PAS
EXEMPTS»

Robert
Lessard



MEHDI MEHENNI
JOURNALISTE

GLOSSAIRE

POUVOIR
Être capable de faire quelque chose

PUBLIREPORTAGE

UNIVERSITY
OF ALBERTA

Quel beau métier!

« Être éducateur ou éducatrice en petite enfance, ce n'est pas juste garder des enfants, ça c'est un mythe », s'exclame Mireille Péloquin, la directrice de la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA)*. Aujourd'hui, « ce sont d'abord des professionnels de la petite enfance » qui doivent au quotidien exercer un rôle d'éducation et de socialisation auprès des enfants.

Et ce n'est pas Mireille Koffi, actuelle coordonnatrice du Centre d'expérience préscolaire et parascolaire (CEPP) à l'école Notre-Dame d'Edmonton qui va la contredire. « Notre métier, c'est de former les citoyens de demain, leur inculquer des connaissances, les accompagner dans leur quotidien de découvertes. »

UN MÉTIER, DES COMPÉTENCES ET UNE CARRIÈRE

Étudiante au diplôme en éducation à la petite enfance (EPE-3) au Centre collégial de l'Alberta, Mireille Koffi a choisi ce métier par hasard lors d'une réorientation professionnelle après des études en comptabilité et technologies de l'information. Aujourd'hui, elle est passionnée par ce qu'elle fait.

Le 10 juin 2019, se souvient-elle comme si c'était hier, « je débute à l'école Gabrielle-Roy, au CEPP avec une validation de mes acquis effectués au Québec ». Très vite, elle ressent le besoin de se former. « Lorsque j'ai commencé mes cours, je me suis rendu compte que je n'avais que peu de notions de ce qu'était le métier. »

Elle apprend alors le développement de l'enfant, « mais pas seulement ». Si elle découvre effectivement le programme éducatif, « la base qui te permet d'atteindre tous les objectifs que tu veux accomplir avec les enfants », elle apprend aussi la gestion des établissements, le travail

d'équipe et le leadership.

Des compétences qui sont aujourd'hui essentielles pour les professionnels de la petite enfance qui travaillent avec d'autres professionnels de la santé et de l'éducation. « 50 % de l'emploi, c'est de travailler avec tes collègues, surtout en garderie institutionnelle, l'autre 50 % c'est avec les enfants », ajoute Mireille Péloquin.

La directrice de la FPFA souligne d'ailleurs la richesse des programmes proposés au Centre collégial de l'Alberta et les possibilités d'emplois à la fin de chaque cursus. « Le métier peut débiter après une quarantaine d'heures de formation, le temps de voir si l'on aime cela. Par la suite, c'est une ou deux années d'études et une multitude de possibilités. »

La formation amène aussi à d'autres métiers comme assistant en éducation, coordonnateur de service de garde, agent de soutien pédagogique et, après quelques années d'expérience, il n'est pas rare que « certains se lancent dans l'enseignement ». Mais aujourd'hui, s'il y a bien un métier en tension, c'est bien celui d'éducateur. « Entre la pandémie et l'instauration des garderies institutionnelles à 10\$, les possibilités d'emplois déjà nombreuses vont augmenter dès la rentrée prochaine », prévoit Mireille Péloquin.

S'ÉPANOUIR AVEC ET POUR L'ENFANT

Mireille Koffi, aujourd'hui passionnée par ce métier qu'elle a « adopté », est consciente de l'importance de son rôle. « Les éducateurs comme les parents doivent être présents tout au long du parcours de l'enfant. » C'est pour elle un accompagnement au quotidien qui détermine l'avenir de l'enfant.

Mireille Péloquin renchérit, « pour réussir, en plus de l'amour pour son métier, le spécialiste de la petite en-

fance doit avoir des qualités d'observation, d'analyse et de créativité ». Elle évoque aussi l'aspect non routinier de ce métier. « Il faut préparer sa salle de classe, des activités adaptées aux besoins de l'enfant, résoudre certaines problématiques et faire preuve de patience, maîtriser ses émotions pour enseigner à des enfants qui n'ont aucun filtre, comment exprimer leurs sentiments. »

« Un enfant s'émerveille au contact de tout ce qu'il reçoit », assure Mireille Koffi. « Il ne juge pas et désire apprendre tous les jours », c'est très valorisant. Elle insiste d'ailleurs sur la singularité de chacun d'eux et la richesse que cela lui apporte. « Chaque enfant a son propre rythme d'apprentissage et nous devenons alors des partenaires. J'apprends auprès de l'enfant au même titre que l'enfant apprend avec moi. »

Et la plus belle des reconnaissances pour cette mère de famille, c'est de voir combien les enfants ont pu évoluer en quelques mois dans leur routine et leurs moments « clés » du quotidien. La directrice de la FPFA souligne d'ailleurs l'importance de ce cheminement qui parfois soulage aussi la tâche des parents.

Un enfant qui devient propre, qui a compris qu'il faut se laver les mains avant de passer à table, ce sont, selon la directrice de la FPFA et Mireille Koffi, de petites victoires pour ceux qui accompagnent ces enfants au quotidien. À l'unisson, elles mettent l'accent sur la détection et la prévention. « Nous sommes aussi là pour détecter des comportements difficiles ou à risque, ceux que les parents n'ont pas forcément le temps de voir lorsqu'ils sont avec leurs enfants, et les accompagner », ajoute Mireille Péloquin.

« Et si demain, l'un d'eux obtient son doctorat », ce sera une grande fierté, ajoute Mireille Koffi enthousiaste.



« ÊTRE ÉDUCATEUR OU ÉDUCATRICE EN PETITE ENFANCE, CE N'EST PAS JUSTE GARDER DES ENFANTS, ÇA C'EST UN MYTHE »
Mireille Péloquin



« NOTRE MÉTIER, C'EST DE FORMER LES CITOYENS DE DEMAIN, LEUR INCULQUER DES CONNAISSANCES, LES ACCOMPAGNER DANS LEUR QUOTIDIEN DE DÉCOUVERTES »
Mireille Koffi

* Depuis 2012, la FPFA a été reconnue comme la voix officielle des parents et des conseils d'école francophones auprès du ministère de l'Éducation de l'Alberta. Mireille Koffi tient à remercier tous ses professeurs du Centre collégial de l'Alberta, le personnel de la FPFA et la direction du CEPP pour leur soutien tout au long de son cheminement professionnel.



LES TWEETS
DE LA SEMAINE

CDÉA

@LeCDEA

Compte personnel:
langues officielles;
minorités
linguistiques; la
francophonie
canadienne;
histoire; droits
constitutionnels
#francophonie;
#frcan; #polcan



En ce début d'année 2022, l'ABMA compte maintenant 20 membres partageant la même vision; celle d'unir les municipalités par le bilinguisme. L'ABMA est heureuse et fière d'accueillir les comtés de Birch Hill et de Saint-Paul dans ses rangs.



deni lorieau

@lorieau_deni

Leader du développement économique de la communauté francophone de l'Alberta. Economic development leader for the francophone community in Alberta.



Oui il faut plus de dents pour protéger notre langue mais reste-t-il qu'il faut aussi mordre.



Moins de la moitié des étudiants qui commencent en immersion y obtiennent leur diplôme. Photo : Jeswin Thomas - Unsplash

LES FAIBLES TAUX DE RÉTENTION, REVERS DE LA MÉDAILLE EN IMMERSION

Une équipe de chercheurs du **Campus Saint-Jean**, en Alberta, souhaite identifier les raisons qui poussent certains parents à retirer leurs enfants des écoles francophones ou des programmes d'immersion avant la fin de leur scolarité. Si les inscriptions à ces derniers ont augmenté de manière exponentielle dans les vingt dernières années, il apparaît aujourd'hui que moins de la moitié des élèves qui commencent en immersion francophone y obtiennent leur diplôme.

Ce constat provient d'un projet pilote complété en 2021 par le chercheur Laurent Cammarata, également professeur titulaire en éducation à la Faculté Saint-Jean de l'Université d'Alberta.

En mars 2021, il obtenu du financement de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) pour élargir son projet de recherche, qui visait exclusivement les programmes d'immersion de Alberta.

L'étude pancanadienne RÉCIF-SRIFS sur la rétention scolaire en immersion française et en milieu minoritaire francophone vise désormais l'ensemble du Canada et inclut les écoles francophones en milieu minoritaire.

DE 50 000 À 13 000 ÉLÈVES

«Quand on commence à regarder les chiffres, ils sont extrêmement beaux quand on regarde au niveau des inscriptions. [...] En immersion, on a une augmentation d'à peu près 75 % en 20 ans, on a de quoi se réjouir!» lance Laurent Cammarata, qui tire ces données de son projet pilote en Alberta.

Il note également qu'entre 2015 et 2020, le nombre d'écoles francophones en Alberta est passé de 37 à 42, une hausse de 27%.

«Évidemment, il y a toujours un revers à la médaille. Quand on commence à se pencher sur le phénomène de la

rétention des élèves [...] on n'a pas de données sur les pertes. Très, très peu de conseils scolaires collectent des statistiques sur les gens qui partent ou ont des entrevues avec les parents qui décident de retirer leurs enfants», déplore le chercheur.

Au Canada en 2016-2017, près de 50 000 élèves fréquentaient la maternelle en immersion. Pour chaque année scolaire, ce nombre diminue, pour finir avec à peine plus de 13 000 élèves en 12^e année.

«Il y a des choses qui sont normales, explicables [...], mais il y a aussi toute une partie qui n'est pas explicable», constate Laurent Cammarata. Il note que la tendance est similaire d'une province ou territoire à un autre.

À travers l'étude RÉCIF, le chercheur espère pouvoir identifier certaines des raisons qui poussent les parents à retirer leurs enfants de ces programmes : «Ma question personnelle, c'est qu'est-ce qui se passe lorsqu'on a des parents qui ont fait le choix de l'immersion — qui est déjà quelque chose de très courageux —, qui étaient au départ très motivés, pour qu'à un moment donné ils décident de les retirer [...] Tant qu'on ne sait pas, on ne pourra pas résoudre les problèmes.»

DES PROBLÈMES AUX SOLUTIONS

L'équipe de recherche a donc décidé de sonder les parents sur leur propre expérience avec le français, sur les motivations qui les ont amenés à choisir l'**immersion** ou l'école francophone pour leur enfant ainsi que sur leur perception actuelle du programme — s'ils pensent à retirer leur enfant, par exemple.

Un suivi avec des entrevues et des groupes de discussion est également prévu.

L'étude RÉCIF s'adresse également aux enseignants et aux administrateurs. «On veut voir aussi comment les perceptions et motivations des parents sont comprises ou interprétées par les autres acteurs du milieu, comment les enseignants et les administrateurs accompagnent ces familles-là», résume Laurent Cammarata.

«Le but ultime, c'est vraiment d'identifier des problématiques particulières, des manques ou des choses sur lesquelles on devrait travailler, pour pouvoir ensuite apporter des propositions pour améliorer la situation», ajoute-t-il.

QUELQUES RÉPONSES PRÉLIMINAIRES

Laurent Cammarata note que «d'après les données qu'on a, beaucoup de parents mettent leurs enfants dans un programme d'immersion sans s'être vraiment préoccupés de poser des questions ou sans avoir eu accès à beaucoup d'information. Beaucoup d'entre eux ne savent pas vraiment ce que c'est, les programmes d'immersion».

Il observe aussi un manque de connaissances par rapport à l'apprentissage d'une langue seconde, ce qui soulève éventuellement des inquiétudes : «En immersion, on a souvent un délai naturel au niveau de la lecture et de l'écriture en anglais puisqu'on apprend à lire et à écrire exclusivement en français jusqu'à la troisième année. Beaucoup de parents s'inquiètent alors lorsqu'ils voient leur enfant avoir un petit retard», constate le chercheur.

Une autre raison évoquée par les parents est un manque de soutien pour des problèmes d'apprentissage. «C'est vrai que, dans la situation actuelle de l'Alberta,

FRANCOPRESSE



« EN IMMERSION, ON A UNE AUGMENTATION D'À PEU PRÈS 75 % EN 20 ANS, ON A DE QUOI SE RÉJOUIR! »

Laurent Cammarata

ERICKA MUZZO
FRANCOPRESSE

il y a des coupures assez incroyables, on se retrouve avec des enfants qui ont des besoins particuliers en salle de classe et qui n'ont pas le soutien nécessaire [...] Dans les écoles anglophones, en général il y a plus d'argent», évoque Laurent Cammarata.

Enfin, beaucoup de parents s'inquiètent de ne pas pouvoir accompagner leur enfant dans les devoirs. «Le gros problème ici, c'est qu'on fait la promesse au départ que les parents n'auraient pas besoin de parler français [dans le cas des programmes d'immersion]. C'est vrai pour certains enfants, mais pour celui qui a par exemple des problèmes d'attention, cet enfant-là va avoir besoin de soutien à la maison», relève le chercheur.

UN PARTENARIAT AVEC CANADIAN PARENTS FOR FRENCH

L'étude doit se conclure au mois de mars. Laurent Cammarata voit toutefois cette recherche comme «le début d'une aventure [...] La deuxième étape, ça va être d'approfondir tout ça et de faire des études ciblées sur des choses que l'on aura remarquées».

«Si on veut vraiment que tout le Canada soit bilingue, il faut que les enfants se retrouvent dans des programmes bilingues, donc il faut se préoccuper des gens qui sortent de ces programmes», souligne le chercheur.

L'équipe s'est d'ailleurs associée dès le début du projet à la branche albertaine de Canadian Parents for French (CPF), «un réseau national de parents, de bénévoles et de sympathisants qui se consacre à la promotion et à la création d'occasions d'apprentissage du français langue seconde (FLS) pour les jeunes Canadiens».

Son directeur général, Michael Tryon, note qu'il s'agit d'une «opportunité de parler ensemble de ce qu'on va faire pour améliorer les programmes d'immersion francophone et supporter les étudiants, les enseignants et les parents».

«En ce moment, le gouvernement albertain n'écoute pas les enseignants, n'écoute pas les conseils scolaires et les universités. Il écoute plus les parents – les électeurs [...]», observe Michael Tryon. Il estime donc que son organisme peut porter la voix des parents jusqu'au gouvernement et exiger de meilleures conditions pour les programmes d'immersion et les écoles francophones. ▲



« EN CE MOMENT, LE GOUVERNEMENT ALBERTAIN N'ÉCOUTE PAS LES ENSEIGNANTS, N'ÉCOUTE PAS LES CONSEILS SCOLAIRES ET LES UNIVERSITÉS »

Michael Tryon



VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!



Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION
entrepreneuriale
réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :

carine@lecdea.ca

Calgary et les environs :

olga@lecdea.ca

Ou visitez lecdea.ca



Financé par :

Funded by:



Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees and Citizenship Canada

La vie en rose

Show de Drag et Burlesque

avec / with

Lady Tenderflake

Just Glue

LeTabby Lexington

Clark Fable

Straberry Von Strudel

et autres artistes surprise!

26 Mars
2022

au/at
EVOLUTION
WONDER
LOUNGE



RENDEZ-VOUS
FRANCO
PHONIE



Scannez pour acheter vos billets

Scan to buy tickets

- Portes/door: 20h
- 5\$ membres du CFQO
- Show: 20h30
- 10\$ non-membres

une présentation de
presented by



Regroupement artistique francophone de l'Alberta

Financé par le
gouvernement
du Canada

Canada



↑ L'ancien directeur de l'ACFA régionale de Red Deer, Serge Gingras, lors de la Pride Week 2018 avec FrancoQueer. Crédit : Courtoisie

L'ÉVOLUTION DES DROITS LGBTQ+ ET L'AVENIR VU À TRAVERS LES YEUX DES AINÉS

Le 24 janvier dernier, la Fondation Émergence a présenté la conférence virtuelle Pour que vieillir soit gai en collaboration avec le Comité FrancoQueer de l'Ouest (CFQO), l'Assemblée francophone de retraité(e)s et aîné(e)s de la Colombie-Britannique (AFRACB) et la Fédération des aînés franco-albertains (FAFA). Pendant que Julien Rougerie, le responsable de programme de la Fondation, animait l'événement, quelques participants courageux ont raconté leur histoire.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

La conférence était annoncée avec l'objectif de mieux connaître et comprendre les réalités et les enjeux des aînés LGBTQ+. C'était aussi l'occasion d'offrir des outils pour adopter de bonnes pratiques, assurer le mieux-être, identifier leurs besoins particuliers et d'y répondre. Finalement, de nombreux sujets ont été abordés concernant l'ensemble de cette communauté.

Les 26 participants, jeunes et moins jeunes, étaient tous heureux d'être là, d'être entendus, écoutés et respectés. Si le sourire était sur tous les visages, le besoin d'identification et de communication semblait primordial.

Parmi les personnes qui ont bien voulu partager leur histoire, il y a eu Serge Gingras, un pilier dans la communauté franco-albertaine, et Pierre Soucy. L'un a éclairé les plus jeunes sur la place des homosexuels dans les années 1980 alors que l'autre a parlé de ses difficultés à légitimer son couple auprès des instances gouvernementales dans les années 1990.

LE PARCOURS D'UN MODÈLE DANS LA COMMUNAUTÉ FRANCO-ALBERTAINE GAIE

Arrivé en Alberta en 1981, Serge Gingras est devenu un symbole dans la communauté locale LGBTQ+. Pendant son parcours au secondaire et à l'université, le Québécois d'origine explique l'impossibilité de révéler à qui que ce soit son identité sexuelle. «Il n'y avait pas de groupes étudiants LGBTQ+. Cela n'existait pas, on n'en parlait pas et, puis, cela ne nous venait même pas à l'idée.»

Il ajoute que la diabolisation des homosexuels au début des années 1980 n'a pas aidé. Le déferlement du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) et les nombreux cas détectés dans les milieux homosexuels n'ont pas facilité la reconnaissance de la communauté. «On appelait ça la maladie des gais», dit Serge Gingras, avec dégoût.

Après avoir terminé sa maîtrise en langue et littérature françaises à l'Université de Calgary en 1985, il accepte un poste d'enseignant au Collège de Red Deer. Peu de temps après, une association étudiante Pride on Campus a été formée. Celle-ci, comme bien d'autres, bénéficiait de l'appui d'un enseignant conseiller. Serge Gingras a alors communiqué à ses collègues les besoins et les actions du groupe. La plupart d'entre eux les ont acceptés, «mais certains étaient opposés au groupe et ne voulaient même pas de communication entre les autres professeurs».

À l'époque, de nombreux étudiants homosexuels venaient demander conseil à Serge Gingras, le seul professeur publiquement gai du campus. Il a d'ailleurs eu très vite la visite de



«IL N'Y AVAIT PAS DE GROUPES ÉTUDIANTS LGBTQ+. CELA N'EXISTAIT PAS, ON N'EN PARLAIT PAS ET, PUIS, CELA NE NOUS VENAIT MÊME PAS À L'IDÉE»

Serge
Gingras

La Fondation Émergence est un organisme sans but lucratif qui lutte contre l'homophobie et la transphobie.

GLOSSAIRE

PHRASÉOLOGIE

Ensemble des constructions et des expressions particulières à une langue



ISAAC
LAMOUREUX
JOURNALISTE

nombreux francophones heureux de pouvoir s'exprimer en français sur leurs difficultés communes. Cette parole est, tout au long de cette conférence, le fil d'Ariane de la reconnaissance de la communauté selon les nombreux participants.

SUR FOND DE BATAILLE JURIDIQUE, L'ÉMANCIPATION

L'interdiction de la discrimination basée sur l'orientation sexuelle est entrée en vigueur au Canada en 1996. Une date tardive pour de nombreux participants. Pierre Soucy et son conjoint Stanley Moore, deux Britanno-Colombiens, ont été de ceux qui, avant cette date, se sont battus pour exister. «La bataille a vraiment eu lieu au niveau du Tribunal des droits de la personne», confirme Pierre Soucy.

En février 1991, Stanley Moore est affecté à Jakarta, en Indonésie, en tant que conseiller en développement et conseiller en économie. Il demande alors des prestations de conjoint en vertu des directives sur l'expatriation et se retrouve lésé. La cause : son conjoint, Pierre Soucy, n'est pas considéré comme un conjoint de fait, car il est du même sexe que lui.

Bien que les deux hommes aient réussi à gagner leur procès, Pierre Soucy affirme qu'il ne pouvait pas faire autrement que d'entendre les arguments portés par les représentants de la Fonction publique du Canada et du gouvernement fédéral. «C'était plutôt pénible, flou et sans substance. Et puis, ça fait mal au cœur de voir qu'on a nié des droits pour des raisons aussi banales que ça.»

Quelques années plus tard, les deux hommes ont confronté Statistique Canada devant la Commission des droits de la personne. En effet, l'institution gouvernementale refusait de reconnaître légitimement les conjoints de même sexe. «Ils ne voulaient pas utiliser le mot conjoint parce que ce serait possiblement offusquant pour la population canadienne.» Une fois de plus victorieux devant les tribunaux, Pierre Soucy félicite tout de même Statistique Canada. En effet, l'office national des statistiques a invité les deux conjoints à participer à un groupe de travail de consultation pour redéfinir la **phraséologie** proposée.

Malgré ses victoires, Pierre Soucy explique le poids mental que représente le fait d'être sous les feux de la rampe. «Je ne sais pas si les gens se rendent vraiment compte de l'impact que cela a sur notre bien-être émotif. Ça a été dur sur nous et notre vie de couple.» M. Soucy et son conjoint sont ensemble depuis 1990 et mariés depuis 18 ans.

LA MEILLEURE VOIE À SUIVRE

Les deux aînés, Serge Gingras (63 ans), et Pierre Soucy (72 ans), ont été victimes de nombreuses discriminations dans leur vie, mais en arrivent à la conclusion que l'avenir est prometteur.

L'éditeur et traducteur, Serge Gingras, pense que les changements les plus importants passeront par la diversification du gouvernement. «On pense à Svend Robinson, qui a été un des premiers députés fédéraux gais à défendre la cause à Ottawa et à ouvrir les yeux des gens à des notions qu'il ne connaissait pas.» Il est aujourd'hui heureux de voir que de plus en plus de représentants LGBTQ+ sont élus.

Pour sa part, Pierre Soucy, ancien fonctionnaire au sein du gouvernement fédéral pendant 33 ans, estime que la progression dans le futur repose surtout sur «l'assurance que les organismes qui valorisent la communauté LGBTQ+ reçoivent les fonds nécessaires pour exister et jouer un rôle actif dans notre société». ▲

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?

Nous sommes là pour vous aider!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca | www.ajefa.ca

Service d'assermentation gratuit à Edmonton

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C.
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 - 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

Rubrique
historique

DES IMMIGRANTS DANS L'OUEST : LES POLITIQUES D'IMMIGRATION AU TOURNANT DU SIÈCLE DERNIER

À la suite de la victoire de l'Angleterre au 18^e siècle, le futur du Canada français restait incertain. Qu'arriverait-il des personnes déjà établies, des communautés construites, de la langue parlée en Nouvelle-France après sa conquête?

Pendant qu'une société majoritaire francophone évolue au sein du Québec, les francophones des Prairies gardent aussi leur majorité parmi les colons pendant un certain temps. Éventuellement, le gouvernement canadien se met à produire sa propre propagande.

Ce contenu invitait à venir défricher les terres de l'Ouest canadien se répand en partie grâce aux cartes du pays envoyées dans les bureaux de poste d'Angleterre et dans les salles de classe des écoles. Éventuellement, les Plaines sont devenues un bassin multiculturel, quoique principalement composé de blancs et de chrétiens.

Le travail de Clifford Sifton, ministre de l'Immigration dans le cabinet de Laurier, est l'une des pièces maîtresses de cet engouement envers le Canada. De 1896 à 1905, une campagne agressive prend place pour intéresser de futurs habitants. À partir de ce moment-là, et jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, plus d'un million d'immigrants viennent s'installer sur nos terres.

Ces nouveaux arrivants venaient en grande partie de l'Angleterre, de l'Europe de l'Est et des États-Unis, mais ce sont les Écossais qui détiennent tout de même le titre de «meilleurs immigrants au monde» selon Sifton. Le ministre suivant, l'Edmontonien Frank Oliver, priorise, quant à lui,



↑ 1915, regroupement Société Saint-Jean-Baptiste. Crédit : Centre de ressources historiques - images

les résidents de l'Angleterre et des États-Unis, sous prétexte qu'ils parlent la langue et pratiquent la religion toutes deux privilégiées.

À cette même période, le gouvernement du Canada offre un financement à l'Église catholique pour mousser ses efforts de recrutement francophone. Chaque diocèse a droit à un prêtre-colonisateur qui exerce le mandat de recruter des colons franco-catholiques avec le soutien et l'aide du leadership local des communautés francophones. Ces missions ont lieu au Québec, au nord-est des États-Unis et en Europe francophone.

Plusieurs décennies plus tard, les politiques et les priorités de la société et du gouvernement canadiens changent en faveur d'une immigration francophone plus mondiale. L'immigration francophone vers l'Alberta se diversifie avec l'arrivée de vagues d'immigrants et de réfugiés issues d'Asie,

des Antilles et de l'Afrique, des années 1950 jusqu'à aujourd'hui.

Aujourd'hui, l'Alberta est peuplée d'immigrants venant d'un peu partout dans le monde. Célébrons avec fierté la richesse de notre tissu social. ▲

Adaptation du contenu de *Capsules d'histoire de l'Alberta* de Guy Lacombe (1993)

H SOCIÉTÉ
HISTORIQUE
FRANCOPHONE
DE L'ALBERTA



Les aînés en savent beaucoup, mais il y a toujours plus à savoir.

Pour vieillir en toute sécurité, renseignez-vous sur les programmes et services pour les aînés, comme les avantages du Régime de pensions du Canada, les changements au Supplément de revenu garanti et la prévention de la fraude.

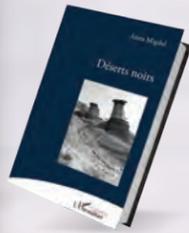
Rendez-vous à Canada.ca/aines ou appelez au 1 800 O-Canada (1 800 622-6232)

RUBRIQUE POÉSIE

Poésie

J'aligne les vers
ne perds pas la main
remplis de fulgurances
les détresses solitudes
silencieuses
dans un recueil
élève pour elles des phares
au long de la nuit
signes de reconnaissance
fais du poème un tableau vivant
une gestuelle solennelle
sculpte grave en plein jour
la pierre brute
des traces de ta présence
l'épidémie m'écrit
je gomme par la lumière
l'ombre sous nos paupières
il y a des déserts noirs
aux larmes de sel
aux sables blancs

Ce poème est un extrait
du recueil *Déserts noirs*
publié aux éditions
L'Harmattan.



La démarche du recueil est d'opérer
par l'écriture un retournement
conduisant de la stagnation au voyage,
de l'amertume à l'espoir, du vide
au trop-plein, de l'intime à l'espace
extérieur, du silence à la parole, du noir
au blanc. «Il y a des déserts noirs/aux
larmes de sel/aux sables blancs.»

ANNA GURAL-MIGDAL



Anna Gural-Migdal est
professeure émérite de
littérature et cinéma à
l'Université de l'Alberta.
Éminente spécialiste
d'Émile Zola, elle a publié
de nombreux ouvrages
et articles sur cet auteur.
Elle a été rédactrice
en chef de la revue
canadienne de cinéma
24 images et directrice
de la revue académique
internationale *Excavatio*.
Déserts noirs est son
premier recueil de
poésie.

Appel aux bénévoles

**Vous avez une expertise particulière?
L'envie brûlante d'écrire et de
partager quelque chose qui vous
anime avec votre communauté?
Quel contenu manque-t-il
dans ce journal?**

**ENGAGEZ-VOUS AVEC
LE FRANCO**

**PARTAGEZ VOS IDÉES À
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA**





↑ Le Centre culturel de St-Isidore abrite le Musée du village. Crédit : Comité culturel de St-Isidore

LA SURVIE DES MUSÉES FRANCOPHONES EN ALBERTA

Bien que l'histoire de chaque communauté francophone soit différente, elle doit être racontée et préservée. Les musées francophones sont les premiers acteurs de cette conservation et de ce partage de connaissances. Différents par leur taille et leur coût de fonctionnement, ils sont tous confrontés à des difficultés financières et de dotation en personnel. Malgré tout, ils survivent...



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



ISAAC
LAMOUREUX
JOURNALISTE



↑ Vue en bord de route de l'extérieur du Musée de Girouville. Crédit : Courtoisie - Village de Girouville

Même si le nombre de musées francophones en Alberta se compte sur les doigts d'une main, ils sont la fierté des collectivités dans lesquelles ils se trouvent. Parmi ces lieux de conservation du patrimoine, on retrouve les musées de Girouville, de Saint-Isidore et de Saint-Paul dont la richesse historique est souvent sous-estimée.

Le Musée municipal de Girouville a ouvert ses portes au public à la fin des années 1960. Fermé l'année dernière en raison des mesures sanitaires imposées pour lutter contre la COVID-19, il est aujourd'hui de nouveau accessible au public sur rendez-vous. Ce sont près de 6000 pièces qui y sont exposées et qui représentent la vie quotidienne d'une société à l'époque tournée vers le monde agricole et la religion. La directrice générale de l'administration de Girouville est très fière de la diversité des artefacts appartenant au Musée. Elle signale, entre autres, la grande popularité d'un écureuil à cinq pattes empaillé.

Le Musée de Saint-Isidore est, quant à lui, beaucoup plus récent. En effet, il a été construit en 2003 lors du 50^e anniversaire de la paroisse francophone du hameau. «C'est un rêve que j'avais», dit la présidente du Musée, Marie Lindsay. Les artefacts et les statues du Musée illustrent l'histoire de la paroisse et des pionniers qui s'y sont installés dès 1953. Le Musée

raconte également l'histoire de la commission scolaire de Saint-Isidore, la première à l'époque, qui est ensuite devenue le Conseil scolaire du Nord-Ouest. «On a joué un grand rôle pour l'éducation francophone des enfants.»

Ouvert depuis 1964, le Musée historique de Saint-Paul reçoit le public de la mi-mai à la mi-septembre. «Des groupes scolaires, des tournées d'autobus et des visiteurs qui viennent de loin», dit Lise Belliveau, sa présidente. L'histoire de Saint-Paul et des premières familles installées y est présentée et de nombreuses archives datent du début du 20^e siècle. «C'est vraiment un musée qui donne un aperçu de la vie au temps de la colonisation.»

LE BÉNÉVOLAT, DES CAMPAGNES DE FINANCEMENT ET QUELQUES SUBVENTIONS Le Musée de Girouville est un élément historique important du village et les 289 résidents en financent une partie avec leurs impôts. Le prix d'entrée du Musée n'est pas très élevé, ce qui ne lui fournit pas un revenu stable qui reçoit par contre du financement de Patrimoine canadien.

Si certains musées obtiennent des subventions, à Saint-Isidore, «on est pas mal tout seuls dans nos affaires», explique Marie Lindsay. Elle ajoute que «pour recevoir des subventions du gouvernement albertain, vous devez être classé comme un musée reconnu». Ceci implique des conditions bien trop compliquées pour un musée de la taille de celui du petit hameau albertain. Il survit donc grâce aux campagnes de financement, absentes depuis le début de la pandémie. Mme Lindsay avoue que «ce n'est pas un grand musée, alors ça ne coûte pas trop cher» et que le Musée continue à vivre même si les administrateurs sont attachés à la gratuité de son accès.

Au Musée historique de Saint-Paul, le prix d'entrée est très raisonnable et il partage ses lieux et les frais de fonctionnement avec le Peoples' Museum Society of /de St. Paul & District. Tout récemment, les deux entités ont créé une société historique afin de prendre en charge le volet financier. Avec de petites dépenses, une aide financière de Patrimoine canadien et le soutien de bénévoles, ce musée «est pas mal



↑ Une photo des archives de Saint-Paul montrant des hommes devant une forge locale. Crédit : Lise Belliveau

autosuffisant», rassure Lise Belliveau.

Ouvert à temps plein uniquement durant l'été, le Musée de Girouville compte sur une subvention pour embaucher un étudiant comme employé saisonnier. Sinon, quatre bénévoles sont disponibles à l'année pour les visites sur rendez-vous. Estelle Girard fait souvent face à des difficultés lors de l'embauche de l'employé d'été. «Il n'est pas toujours possible d'avoir un étudiant bilingue», relate-t-elle tout en assurant que le bilinguisme est sa priorité.

Au Musée de Saint-Isidore, il n'y a pas d'employé. Situé dans le Centre culturel de Saint-Isidore, son accès est géré par l'employé du Centre. Marie Lindsay évoque quelques améliorations qu'elle aimerait mettre en place dans l'espace qui leur est réservé. Elle aimerait d'ailleurs embaucher une personne à cet effet, mais malheureusement «il faudrait lui verser un salaire et je ne sais pas d'où viendrait l'argent».

Grâce à Patrimoine canadien, le Musée de Saint-Paul peut, quant à lui, embaucher deux étudiants chaque année, alors que le reste de l'équipe est formée de bénévoles. Lise Belliveau est toujours à la recherche de francophones pour participer à la vie du Musée, mais ne ferme pas la porte «si une personne veut aider et ne parle pas français, nous l'acceptons quand même. Il y a toujours des choses à faire!» ▲

GLOSSAIRE

AUTOSUFFISANT
Capable de subvenir à ses propres besoins

LA RÈGLE DE GRAND-MÈRE GRAMMAIRE

LES MOTS HOMOPHONES

Ce sont des mots qui se prononcent de la même façon, mais qui ont une orthographe différente.

Bientôt / Bien tôt

Ex. : «Papa, tu as dit que nous partirons **bientôt** pour le zoo!»

- Non, mon fils, je t'ai dit qu'il est **bien tôt** pour partir au zoo. Il n'est que 6 heures du matin!»



QUAND LES POULES AURONT DES DENTS

L'expression «**Quand les poules auront des dents**» signifie «jamais». En effet, les poules n'auront jamais de dents!

Ex. : Quand penses-tu que nous aurons une réponse de l'avocat?

Sans doute **quand les poules auront des dents!**



ERRATUM

Bonjour à toutes et tous,
Une erreur d'orthographe s'est glissée dans le montage de votre journal du 20 janvier dernier en page 4 (VOL 92, N°4). Sur la photo, vous reconnaissez bien sûr la ministre de l'Éducation Adriana LaGrange et non comme il l'avait été écrit Ariana LaGrange.

La rédaction



OÙ EN ALBERTA?

QUEL EST LE NOM DE CETTE CÉLÈBRE ÎLE SITUÉE SUR LE LAC MALIGNE DANS LE PARC NATIONAL DE JASPER?



FRANCO QUIZ

Testez vos connaissances sur la francophonie



En quelle année les Oblats ont-ils vendu le Collège Saint-Jean à l'Université de l'Alberta?

N°1
1956

No 2
1966

No 3
1976

• N°3 : 1976
• Spirit Island
: Réponses



↑ Jérémy Lebon et son équipe souhaitent pouvoir bientôt diffuser des longs métrages au public cinéphile de Lethbridge. Crédit : Courtoisie

LA CULTURE SE RELÈVE

Le soleil s'est levé sur 2022 avec de l'espoir, mais aussi une dose d'hésitation. Comment le milieu culturel entamera-t-il cette nouvelle année? Du théâtre à la danse en passant par le cinéma et les arts visuels, les artistes ont hâte de regagner les planches, mais surtout de retrouver le public franco-albertain. Tour d'horizon avec le **Centre d'arts visuels de l'Alberta (CAVA)**, **La Girandole**, **cinéMAGINE** et la **Cité des Rocheuses**.

DES IDÉES PLEIN LA TÊTE

«Avant les Fêtes, nous avons pu faire trois ou quatre événements et nous avons eu une belle réponse du public et des artistes. C'est une lueur de joie que de voir la communauté se mobiliser», s'enthousiasme Fabienne Mamane-Virani, directrice artistique du CAVA depuis tout juste quatre mois. Lorsque son poste au Campus Saint-Jean est coupé, la juriste ingénieure financière de formation, désirant rester en Alberta, laisse sa passion pour la culture la guider, ce qui la mène tout droit au Centre d'arts visuels. «J'ai une petite fibre artistique», admet Fabienne qui a «grandi dans un univers culturel riche» où son père gérait un café-théâtre-cabaret en plein cœur de Paris.

Le CAVA bouillonne d'idées de projets, ayant prévu plusieurs initiatives au cours des prochains mois. Le projet jeunesse *Je suis, Je rêve, Je fais*, qui combine slam, graffiti et danse, devrait prendre forme au printemps prochain s'il obtient le financement nécessaire.

Puis, dans le cadre de sa programmation annuelle, le CAVA propose aux aînés une série de 10 webinaires d'introduction à la couture, à la peinture à l'acrylique et à l'aquarelle. Ce projet est réalisé en partenariat avec la Fédération des aînés franco-albertains (FAFA).

DANS LES COULISSES DE LA GIRANDOLE

Le trac ressenti avant d'entrer en scène est aussi palpable chez Julianna Damer avant la rentrée des élèves en classe de danse. «C'est sûr que c'est un peu stressant de s'assurer que tout le monde est en sécurité, mais nous prenons les mesures nécessaires pour que les gens soient à l'aise», nous confie la directrice générale de La Girandole. Malgré une baisse du nombre d'inscriptions, son équipe se concentre sur l'essentiel : continuer à donner des cours de danse. Le cours le plus populaire de cette session est, au plus grand plaisir de Julianna Damer, celui de gigue canadienne-française. «Les gens sont

encore intéressés à danser et à vivre leur culture de cette façon», souligne-t-elle.

Pour Julianna, un des plus beaux souvenirs de 2021 est certainement la *Veillée* qui a eu lieu le 10 décembre dernier. Cette soirée dansante a rassemblé plus de 70 personnes à l'extérieur de La Cité francophone à Edmonton. «Ça s'est vraiment bien passé! En plus, il faisait vraiment froid, mais les gens sont venus quand même», se réjouit-elle.

La Girandole est actuellement en train de concevoir des vidéos de danse, un important projet destiné aux écoles. «On sait qu'elles utilisent des vidéos de danse sur YouTube, alors c'est important pour nous d'offrir un produit local en français.» Un grand projet qui sera lancé cette année et dont la diffusion est destinée d'abord sur le plan local, mais qui aspire à s'élargir.

SILENCE, ON TOURNE

Du côté de Lethbridge, c'est le concours de courts métrages qui occupe l'équipe de cinéMAGINE. Destiné aux élèves de 7^e à 12^e année et aux étudiants universitaires, ce projet a lieu depuis quatre ans en partenariat avec le French Language Centre (FLC) de l'Université de Lethbridge.

Cette année, le projet a obtenu un nombre d'inscriptions record, 62 pour être exact contre 30 en 2021. «Il y a deux choix de catégorie, le premier est un thème 100% libre et le second est la création d'une publicité d'un produit fictif ou réel», explique Jérémy Lebon. Mais attention, pour le second thème, ce doit être vraiment une marque fictive. «On ne veut pas voir la nouvelle paire de chaussures Nike», blague le directeur général de l'organisme. Les participants seront jugés sur le rendu technique, mais aussi sur la créativité et l'innovation. Les projets seront diffusés sur YouTube d'ici la fin mars.

CinéMAGINE souhaite aussi pouvoir diffuser des films en salle bientôt et établira sa programmation en fonction du contexte sanitaire actuel en utilisant la rentrée scolaire comme indicatif. Il sera tout de même possible pour les **cinéphiles** de visionner des longs métrages en ligne, et ce, gratuitement dès janvier.

LE THÉÂTRE FRANCOPHONE DE RETOUR À CALGARY

«On aurait pu avoir des choses, mais on a choisi de ne pas prendre de risque», souligne Arnaud Favier, directeur général adjoint de la Cité des Rocheuses de Calgary. «On espère qu'en février tout sera mieux», ajoute-t-il. Une chose est certaine, c'est que l'engouement pour le théâtre reprend dans la métropole albertaine. En effet, 27 participants font partie de ce projet communautaire qui rassemble la diversité de



↑ Fabienne Mamane-Virani est à la direction artistique du Centre d'arts visuels de l'Alberta depuis 4 mois. Crédit : Courtoisie



↑ «On espère qu'en février tout sera mieux», laisse entendre dans un soupir Arnaud Favier, directeur général adjoint à la Cité des Rocheuses de Calgary. Crédit : Sarah Therrien



↑ Un beau souvenir de 2021 pour Julianna Damer est certainement la Veillée du 10 décembre dernier. Crédit : Courtoisie Julianna Damer



IL Y A DEUX CHOIX DE CATÉGORIE, LE PREMIER EST UN THÈME 100% LIBRE ET LE SECOND EST LA CRÉATION D'UNE PUBLICITÉ D'UN PRODUIT FICTIF OU RÉEL»

Jérémie Lebon



SARAH THERRIEN JOURNALISTE



GLOSSAIRE CINÉPHILE amateur de cinéma

Un rendez-vous à ne pas manquer

«C'est probablement sa dernière exposition», nous avertit Raphaëlle Erdman, agente de programmation au CAVA, à propos de Jerry Berthelette. Maintenant âgé de 80 ans, l'artiste métis et francophone nous offre dans Voyage le travail d'une vie, retraçant l'histoire de ses ancêtres de la Rivière-Rouge jusqu'à Edmonton. Chaque tableau est accompagné d'un artefact historique sélectionné par l'artiste. L'exposition qui rallie réalisme et symbolisme est un véritable voyage dans le temps, comme le témoigne ce triptyque racontant l'histoire des Métis et de la chasse aux bisons. Jusqu'au 21 février 2022 dans l'espace exploration du CAVA.

Calgary et qui réunit autant d'initiés que d'amateurs.

La troupe communautaire travaille actuellement sur les Exercices de style de Queneau, où une même histoire est répétée plusieurs fois, mais toujours de manières différentes. Cette œuvre a été privilégiée puisqu'elle ne requiert que deux ou trois artistes sur scène et que la présentation des textes est formée de courtes interprétations. «Si on reste bloqué, cela sera possible de capter cela, explique Arnaud Favier. L'objectif est de présenter quelque chose au courant du mois de mai.»

Parmi les beaux coups de 2021, le directeur adjoint mentionne le passage du conteur Fred Pellerin et la diffusion du spectacle de Noël qui a réuni virtuellement 800 enfants albertains. Car malgré les défis et les soupirs de découragement, 2021 aura au moins permis aux artisans de la culture de s'équiper et de s'armer pour toutes les éventualités que 2022 apportera. ▲



Avis d'audience publique OH-001-2022

Régie de l'énergie du Canada (la « REC »)
NorthRiver Midstream NEBC Connector GP Inc. (« NorthRiver »)
Projet de raccordement dans le nord-est de la Colombie-Britannique (le « projet »)

Le projet

Le 18 novembre 2021, conformément aux articles 182 et 183 de la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, NorthRiver a déposé auprès de la REC une demande (<https://apps.cerrec.gc.ca/REGDOCS/Item/Filing/C16186>) afin de faire approuver la construction et l'exploitation du projet (la « demande »). Le projet consiste, entre autres travaux, à construire et à exploiter deux pipelines parallèles d'une longueur d'environ 215 km et d'un diamètre de 8 à 12 pouces devant servir au transport de condensats et de liquides de gaz naturel, du carrefour de liquides Highway de NorthRiver Midstream Inc., situé au nord-ouest de Wonowon, en Colombie-Britannique, jusqu'à l'emplacement d'une colonne montante dans la région de Gordondale, en Alberta.



Participation à l'audience

La Commission de la Régie de l'énergie du Canada (la « Commission ») tiendra une audience publique visant le projet si la demande est jugée suffisamment complète. Le cas échéant, une ordonnance d'audience indiquant les étapes et les délais de l'audience ainsi que des directives sera publiée.

Il est possible de participer à une telle audience publique des deux façons suivantes :

L'auteur d'une lettre de commentaires peut transmettre une lettre à la Commission pour lui faire connaître son opinion. Aucune question ne peut lui être posée au sujet du contenu de sa lettre, pas plus qu'il ne peut lui-même en poser sur la preuve écrite de NorthRiver et des intervenants ou présenter de plaidoirie.

Un **intervenant** peut présenter une preuve écrite, poser des questions sur la preuve déposée par NorthRiver et d'autres intervenants, et présenter une plaidoirie. L'intervenante qui présente une preuve écrite doit répondre aux questions qui lui sont posées sur celle-ci.

Pour participer à l'audience, les intervenants doivent s'inscrire à l'adresse <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/demandes-audiences/participer-audience/demande-participation/index.html>. Il sera possible de s'inscrire pendant deux semaines, à compter du **18 janvier 2022**. Les inscriptions doivent être soumises **au plus tard le 9 février 2022**. Les auteurs d'une lettre de commentaires ne sont **pas** tenus de s'inscrire; toutefois, ils peuvent s'inscrire, au moyen du lien ci-dessus, pour être avisés par courriel du début de la période de commentaires.

Une aide financière sera offerte aux participants pour faciliter la participation des intervenants à toute audience visant le projet. On trouvera de plus amples renseignements sur l'aide financière accordée aux participants, y compris sur la façon de présenter une demande et les délais à respecter, sur le site Web de la Régie (<https://www.cer-rec.gc.ca/fr/demandes-audiences/participer-audience/aide-financiere-participants/index.html>).

www.nrm.ca
1400, 888 - 3rd Street SW, Calgary, Alberta, Canada T2P 5C5

OYEZ, OYEZ!

VOUS ÊTES ENTREPRENEUR.E !

VOUS SOUHAITEZ QUE LES FRANCOPHONES DE L'ALBERTA DÉCOUVRENT ET APPRÉCIENT VOS PRODUITS ET SERVICES...

JOUEZ LA CARTE "LE FRANCO"! LA RENTRÉE COMMERCIALE SE PRÉPARE DÈS MAINTENANT. N'HÉSITEZ PAS ET CONTACTEZ VALÉRIANE À L'ADRESSE RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

- SIMON-PIERRE POULIN**
DIRECTEUR
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA
APPLI@LEFRANCO.AB.CA
- VALÉRIANE DUMONT**
DIRECTRICE ADJOINTE
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA
- ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA
- GABRIELLE BEAUPRÉ**
JOURNALISTE
REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA
- ISAAC LAMOUREUX**
JOURNALISTE
journaliste.edmonton@lefranco.ab.ca
- CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, MARIE-PAULE BERTHIAUME, SARAH THERRIEN, MEDHI MEHENNI

• La maquette et le graphisme **ANDONI ALDASORO ROJAS**

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignes-agates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

Alberta Newspapers Association
Lignes Agates Marketing
réseau . presse FIER MEMBRE
CentralWeb Heatset & Coldset Web Printing
Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada
Canada



↑ De gauche à droite : Josée Thibeault (éclatant de rire), Steve Jodoin (regardant la foule) et Vincent Forcier (vérifiant ses notes). Crédit : Isaac Lamoureux



JE TROUVAIS CELA INTÉRESSANT DE PRÉSENTER UN TEXTE BILINGUE AU GRINDSTONE, UN LIEU OÙ IL Y AURAIT DES ANGLOPHONES DANS LA SALLE!»

Josée Thibeault



CET ÉVÉNEMENT EST UNE PLACE POUR VENIR DÉCOUVRIR, DÉVELOPPER, ET GRANDIR ENSEMBLE»

Vincent Forcier



L'ESSENTIEL, C'EST DE SE RENCONTRER, DE PARLER ET DE RIRE ENSEMBLE»

Steve Jodoin

UN MICRO POUR L'HUMOUR FRANCOPHONE

Depuis le 19 janvier, les francophones sont invités tous les troisièmes mercredis du mois à fouler les planches du **théâtre Grindstone**, à Edmonton, pour partager leurs talents et faire vibrer la francophonie par l'humour. Que vous soyez amateur ou professionnel, le micro est ouvert pour vous, à vous de convaincre le public!

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



ISAAC
LAMOUREUX
JOURNALISTE

Organisée en partenariat avec L'UniThéâtre, la première soirée «micro ouvert» a débuté vers 19 h devant une audience parsemée. Les instigateurs du projet, Steve Jodoin, Vincent Forcier et Josée Thibeault, des artistes bien connus de la francophonie albertaine, ont présenté *Papa en télétravail*. Les péripéties d'un père qui passe un entretien d'embauche sur Zoom avec ses trois enfants en arrière-plan obligés de faire l'école à la maison.

Il s'en est suivi d'autres numéros écrits pour la revue humoristique *Le Rire* présentée à L'UniThéâtre. Si la majorité du spectacle était en français, certains des poèmes de Josée Thibeault étaient en français. «Je trouvais cela intéressant

de présenter un texte bilingue au Grindstone, un lieu où il y aurait des anglophones dans la salle!»

LE DÉBUT D'UNE BELLE TRADITION

Malgré une participation en demi-teinte pour cette première soirée, Vincent Forcier a «trouvé qu'il y avait vraiment une belle énergie». Optimiste, il anticipe et espère de plus en plus de participants, assez pour faire un spectacle **hebdomadaire**. Même si le théâtre Grindstone n'a pas encore un bassin d'artistes et de clients francophones, il insiste sur le fait que «cet événement est une place pour venir découvrir, développer, et grandir ensemble».

Un micro ouvert à la francophonie, c'est plus qu'une pièce de théâtre, c'est aussi une invitation à l'échange. «On peut voir le spectacle, discuter et prendre une bière. C'est ce moment social qui est intéressant», dit le directeur artistique de L'UniThéâtre, Steve Jodoin. Il explique que ça permet aussi à la communauté francophone de se rassembler en dehors des organismes traditionnels et de venir passer une belle soirée ensemble. «L'essentiel, c'est de se rencontrer, de parler et de rire ensemble». Et peu importe si les comédiens sont expérimentés ou non.

Steve Jodoin explique que cet événement mensuel est aussi une invitation aux aspirants comédiens qui ont des idées, qui écrivent sur des bouts de papier, mais qui n'auront peut-être jamais la possibilité de présenter ce matériel ailleurs que sur cette scène. «Ici, ils peuvent prendre cinq minutes, monter sur scène et le micro est à eux. Il y a une certaine liberté.»

PROMOUVOIR LA LANGUE ET LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE PLURIELLE

«Le but est de partager notre humour et notre langue», explique Vincent Forcier. Il insiste d'ailleurs sur l'aspect de la mixité culturelle qui peut exister entre les francophones, les francophiles et les anglophones, tout en signalant la diversité au sein même de la francophonie. Il est certain que sur tous les continents, l'humour francophone a ses différences et, selon lui, cette scène est le lieu idéal pour les découvrir.

Un état de fait très vite illustré par Graziella sous les applaudissements du public. La directrice administrative de L'UniThéâtre s'est présentée sur scène pour la première fois de sa vie. L'artiste amateur a pris son courage



↑ Graziella fait rire son public d'un soir. Crédit : Isaac Lamoureux

à deux mains pour «montrer au reste du public et à la communauté qu'il est possible de monter sur scène sans être une actrice».

Nerveuse pendant les premières minutes, elle s'est vite adaptée grâce à l'ambiance chaleureuse et le lien qu'elle a su créer avec son public. Ivoirienne d'origine, elle a fait éclater de rire la foule en évoquant son expérience linguistique et les confusions liées à la langue française et ses régionalismes. Celle qui a aussi vécu en France a su divertir le public grâce aux différences dialectiques entre Paris, Abidjan et Edmonton.

Après sa prestation et son rapide entretien avec la rédaction du journal, Graziella sourit : «J'avais l'impression d'être une star, ça encourage!» ▲

GLOSSAIRE
HEBDOMADAIRE
Qui se répète
chaque semaine

Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris les testaments et successions, litiges civils et accidents de voiture.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata •
Justin E. Kingston • Céline G. Bégin

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com

MD
McCuaig Desrochers LLP
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS